

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 85 — 2129

20 DÉCEMBRE 1984. — Loi portant approbation de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, des Annexes, de l'Additif et de l'Appendice, faits à Londres, Mexico, Moscou et Washington le 29 décembre 1972 et modifiés à Londres le 12 octobre 1978, le 1er décembre 1978 et le 1er décembre 1980 (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. La Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, les Annexes, l'Additif et l'Appendice faits à Londres, Mexico, Moscou et Washington le 29 décembre 1972 et amendés à Londres le 12 octobre 1978, le 1er décembre 1978 et le 1er décembre 1980 et dénommée ci-après « la Convention », sortiront leur plein et entier effet.

Art. 2. §1er. Le Roi est chargé de l'exécution de la Convention.

§ 2. Le Roi est autorisé à approuver et à faire exécuter, le cas échéant, les modifications aux annexes, qui, conformément aux articles XIV.4 et XV de la Convention, sont recommandées par la Commission aux Etats parties à la Convention.

Art. 3. § 1er. Le Roi détermine les modalités d'une demande d'obtention préalable d'un permis spécifique ou d'un permis général, comme il est prévu à l'article IV de la Convention ainsi qu'à l'article 10 de l'Annexe I et à la règle 2.4 de l'Additif à l'Annexe I. Il établit en outre les conditions dans lesquelles ces permis peuvent être obtenus ou déclarés périmés.

§ 2. La délivrance d'un permis spécifique ou d'un permis général s'effectue contre paiement d'une rétribution dont le montant est fixé par le Roi.

§ 3. Le Roi peut également prévoir que le bénéficiaire d'un permis spécifique ou d'un permis général est tenu de verser avant la délivrance du document une somme comme garantie des engagements qu'il a contractés dans le cadre de la présente loi.

Le Roi fixe le montant de cette garantie qui est acquise au Trésor quand le titulaire de ce permis spécifique ou de ce permis général ne remplit pas ses engagements.

(1) Session 1984-1985.

Sénat.

Documents. — Projet de loi, n° 679-1. — Rapport, n° 679-2. — Amendements, n° 679-3.

Annales parlementaires. — Dépôt du projet de loi. Séance du 8 mai 1984. — Discussion. Séance du 19 juillet 1984. — Vote. Séance du 19 juillet 1984.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le sénat, n° 981-1.

Annales parlementaires. — Projet transmis par le sénat. Séance du 31 juillet 1984. — Discussion. Séance du 9 novembre 1984. — Vote. Séance du 9 novembre 1984.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN-ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 85 — 2129

20 DECEMBER 1984. — Wet houdende goedkeuring van het Verdrag inzake de voorkoming van de verontreiniging van de zeeën ten gevolge van het storten van afvalstoffen, van de Bijlagen, het Addendum en het Bijvoegsel, opgemaakt te Londra, Mexico, Moskou en Washington op 29 december 1972 en gewijzigd te Londen op 12 oktober 1978, 1 december 1978 en 1 december 1980 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het Verdrag ter voorkoming van de verontreiniging van de zeeën ten gevolge van het storten van afvalstoffen, de Bijlagen, het Addendum en de Appendix opgemaakt te Londra, Mexico, Moskou en Washington op 29 december 1972 en gewijzigd te Londen op 12 oktober 1978, 1 december 1978 en 1 december 1980, en hierna « het Verdrag » genaamd, zullen volkomen uitwerking hebben.

Art. 2. § 1. De Koning wordt belast met de uitvoering van het Verdrag.

§ 2. De Koning is gemachtigd, in voorkomend geval, goedkeuring en uitvoering te geven aan de wijzigingen van de bijlagen die, overeenkomstig de artikelen XIV.4 en XV van het Verdrag door de Commissie aan de Verdragsluitende Staten worden aanbevolen.

Art. 3. § 1. De Koning stelt nadere regelen voor de aanvraag tot het voorafgaand verkrijgen van een bijzondere vergunning of van een algemene vergunning, zoals bepaald in artikel IV van het Verdrag alsook in artikel 10 van Bijlage I en in voorschrift 2.4 van het Addendum bij Bijlage I. Hij bepaalt bovendien de voorwaarden waaronder die vergunningen kunnen worden verkregen of vervallen verklaard.

§ 2. Het afgeven van een bijzondere vergunning of van een algemene vergunning geschiedt tegen betaling van een retributie waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald.

§ 3. De Koning kan ook bepalen dat de verkrijger van een bijzondere vergunning of van een algemene vergunning, vóórdat het document wordt afgegeven, een som moet storten als waarborg van de verbintenissen welke hij in het raam van deze wet heeft aangegaan.

De Koning bepaalt het bedrag van die waarborg die aan de Staatskas vervalt wanneer de houder van die bijzondere vergunning of van die algemene vergunning zijn verbintenissen niet nakomt.

(1) Zitting 1984-1985.

Senaat.

Documents. — Ontwerp van wet, nr. 679-1. — Verslag, nr. 679-2. Amendementen, nr. 679-3.

Parlementaire handelingen. — Indiening van het ontwerp van wet, zitting van 8 mei 1984. — Bespreking, zitting van 19 juli 1984. Stemming, zitting van 10 juli 1984.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Documents. — Ontwerp overgezonden door de senaat, nr. 981-1.

Parlementaire Handelingen. — Ontwerp overgezonden door de senaat, zitting van 31 juli 1984. — Bespreking, zitting van 9 november 1984. — Stemming, zitting van 9 november 1984.

Art. 4. § 1er. Est puni d'une amende de cent mille francs à un million de francs celui qui a immergé ou incinéré ou a fait immerger ou incinérer en mer des substances ou des matériaux dont l'immersion ou l'incinération est interdite en vertu de la Convention, de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution et qui ont été chargés ou transportés en territoire belge. Toutefois, lorsque l'immersion ou l'incinération a été effectuée à partir de navires ou aéronefs soumis à la juridiction de l'Etat belge, la peine est applicable quel que soit le lieu où les substances ou les matériaux ont été chargés ou transportés.

§ 2. Est puni d'une amende de cinquante mille francs à cinq cent mille francs celui qui a immergé (ou incinéré) ou a fait immerger (ou incinérer) en mer des substances ou des matériaux sans obtention préalable d'un permis spécifique valable bien que leur immersion (ou incinération) soit soumise à un tel permis spécifique en vertu de l'article IV de la Convention, de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

§ 3. Est puni d'une amende de dix mille francs à deux cent mille francs celui qui a immergé ou a fait immerger en mer des substances ou des matériaux autres que ceux visés aux §§ 1er et 2 sans obtention préalable d'un permis général valable.

Art. 5. § 1er. Est puni de l'amende prévue par l'article 4, § 2, celui qui n'a pas observé ou n'a pas fait observer les conditions d'immersion ou d'incinération stipulées dans le permis spécifique.

§ 2. Est puni de l'amende prévue par l'article 4, § 3, celui qui n'a pas observé ou fait observer les conditions d'immersion stipulées dans le permis général.

Art. 6. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 4, §§ 2 et 3, est puni d'une amende de deux mille francs à dix mille francs celui qui, lors de la demande d'un permis spécifique ou d'un permis général, a sciemment fourni des données inexactes de telle nature qu'un permis spécifique ou un permis général ait été délivré contrairement aux dispositions de la Convention, de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Art. 7. Est puni d'une amende de deux mille francs à dix mille francs celui qui met obstacle à l'exécution des missions de contrôle, de surveillance et de recherche organisées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution.

Art. 8. § 1er. Les personnes morales sont civilement responsables du paiement des amendes et frais auxquels sont condamnés leurs organes, proposés, mandataires ou représentants.

§ 2. Les personnes civilement responsables sont solidairement responsables du paiement des amendes et frais prononcés pour les infractions aux dispositions de la Convention, de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

§ 3. Les dispositions du Livre I du Code pénal, à l'exception de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 9. Lorsqu'un procès-verbal du chef d'une infraction à l'article 4 ou 5 de la présente loi est dressé, le commissaire maritime ou l'inspecteur de la police aéronautique peut, le cas échéant, au vu d'une copie du procès-verbal qui lui est adressée par les autorités verbalisantes, arrêter aux frais et risques de son propriétaire ou de son exploitant le navire ou l'aéronef au moyen duquel l'infraction a été commise et pour autant que besoin, un ou plusieurs autres navires ou aéronefs appartenant à cette personne ou exploités par celle-ci.

Cette mesure ne peut être levée par le commissaire maritime ou l'inspecteur de la police aéronautique que pour autant que toutes les obligations résultant de la Convention et de la législation nationale aient été remplies et qu'en outre la preuve ait été apportée du versement à titre de cautionnement à la Caisse des Dépôts et Consignation d'une somme égale à l'amende la plus forte prévue à l'article 4 ou 5 de la présente loi, augmentée des décimes additionnels.

Les intérêts de la somme versée s'ajoutent au cautionnement.

Art. 10. § 1er. Lorsque l'autorité compétente possède la preuve qu'à bord d'un navire ou aéronef se trouvent des substances ou des matériaux destinés à être immergés (ou incinérés) en mer en contravention des dispositions de la Convention, de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution ou lorsqu'elle a des raisons sérieuses de croire que tel est le cas, le propriétaire, l'armateur ou l'exploitant de ce navire ou aéronef, ou leurs mandataires ou représentants, sont tenus, s'ils en sont requis par cette autorité, de le diriger immédiatement sur un port ou aéroport désigné par celle-ci.

S'il n'est pas fait droit à cette demande, l'autorité compétente peut prendre les mesures nécessaires pour arrêter le navire et le faire reconduire à un port désigné par elle aux frais et risques du propriétaire, de l'armateur ou de l'exploitant, ou de leurs mandataires ou représentants. Le navire peut le cas échéant être poursuivi en haute

Art. 4. § 1. Wordt gestraft met een geldboete van honderdduizend frank tot een miljoen frank hij die op Belgisch territorium ingeladen of vervoerde stoffen of materialen in zee stort of verbrandt of doet storten of verbranden, hoewel het storten of het verbranden ervan krachtens het Verdrag, deze wet of haar uitvoeringsbesluiten verboden is. Indien het storten of het verbranden echter is geschied vanaf schepen en luchtvaartuigen waarover de Belgische Staat rechtsbevoegdheid uitoefent, kan de straf toegepast worden om het even waar die stoffen of het materiaal werden ingeladen of vervoerd.

§ 2. Wordt gestraft met een geldboete van vijftigduizend frank tot vijfhonderdduizend frank hij die zonder vooraf een geldige bijzondere vergunning te hebben verkregen stoffen of materiaal in zee heeft gestort (of verbrand) of doen storten (of verbranden), hoewel het storten of het verbranden ervan krachtens artikel IV van het Verdrag, krachtens deze wet en haar uitvoeringsbesluiten een dergelijke bijzondere vergunning moest verkregen worden.

§ 3. Wordt gestraft met een geldboete van tienduizend frank tot tweehonderdduizend frank, hij die zonder vooraf een geldige algemene vergunning verkregen te hebben gelijk welke andere dan de in §§ 1 en 2 bedoelde stoffen of materiaal in zee heeft gestort of doen storten.

Art. 5. § 1. Wordt gestraft met de in artikel 4, § 2, voorziene geldboete hij die de in de bijzondere vergunning bedongen voorwaarden tot storten of verbranden niet heeft nageleefd of doen naleven.

§ 2. Wordt gestraft met de in artikel 4, § 3, voorziene geldboete hij die de in de algemene vergunning bedongen voorwaarden tot storten niet heeft nageleefd of doen naleven.

Art. 6. Onverminderd de toepassing van het bepaalde in artikel 4, §§ 2 en 3, wordt gestraft met een geldboete van tweeduizend frank tot tienduizend frank hij die bij de aanvraag van een bijzondere vergunning wetens en willens onjuiste gegevens heeft verstrekt welke van die aard zijn dat een bijzondere vergunning of een algemene vergunning werd toegekend in strijd met de bepalingen van het Verdrag, van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 7. Wordt gestraft met een geldboete van tweeduizend frank hij die het uitoefenen van de bij deze wet en haar uitvoeringsbesluiten geregelde opdrachten van controle, toezicht en opsporing verhindert.

Art. 8. § 1. De rechtspersonen zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten en kosten waartoe hun organen, aangestelden, lasthebbers of vertegenwoordigers zijn veroordeeld geworden.

§ 2. De burgerlijk aansprakelijke personen zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten en kosten die wegens inbreuken op de bepalingen van het Verdrag, deze wet en haar uitvoeringsbesluiten zijn uitgesproken geworden.

§ 3. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van artikel 85, zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene inbreuken.

Art. 9. Wanneer proces-verbaal wegens inbreuk op artikel 4 of 5 van deze wet is opgemaakt, kan de waterschout of de inspecteur van de luchtvaartpolitie, in voorkomend geval na kennisgeving van een hem door de verbaliserende overheid toegezonden afschrift van het proces-verbaal, op kosten en risico van de eigenaar of exploitant van een schip of luchtvaartuig, waarmee het misdrijf werd gepleegd, en, voor zover nodig, één of meer hem toebehorende of door hem geëxploiteerde schepen of luchtvaartuigen ophouden.

De waterschout of de inspecteur van de luchtvaartpolitie kan die maatregel slechts opheffen voor zover aan alle uit het Verdrag of uit de nationale wetgeving voortvloeiende verplichtingen voldaan is en bovendien het bewijs is geleverd dat als borgtocht in de Deposito- en Consignatiekas een som is gestort ten bedrage van de zwaarste geldboete welke artikel 4 of 5 van deze wet oplegt, vermeerderd met de opdecimen.

De rente van de gestorte som vergroot de borgtocht.

Art. 10. § 1. Indien de bevoegde overheid het bewijs bezit dat een schip of luchtvaartuig stoffen of materiaal aan boord heeft om ze in zee te storten of te verbranden in strijd met de bepalingen van het Verdrag, van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten, of indien die overheid ernstige redenen heeft om te geloven dat zulks het geval is, moeten de eigenaar, reder of exploitant van dat schip of luchtvaartuig, of hun lasthebbers of vertegenwoordigers, indien zij daartoe door die overheid worden verzocht het onmiddellijk naar een door die overheid aangewezen haven of luchthaven sturen.

Indien dit verzoek niet wordt ingewilligd kan de bevoegde overheid de nodige maatregelen treffen om het schip op te houden en het op kosten en risico van de eigenaar, reder of exploitant, of hun lasthebbers of vertegenwoordigers, naar een door haar aangewezen haven doen opleiden. Het schip kan desgevallend in volle zee wor-

mer et reconduit dans les mêmes conditions visées à l'alinéa précédent, et ce conformément aux conventions internationales acceptées par la Belgique.

§ 2. L'autorité compétente donne, dans le port ou l'aéroport désigné par elle, aux substances ou aux matériaux la destination qui lui convient, aux frais et risques de la personne qui n'a pas fait droit à la demande visée au § 1er.

§ 3. Toutes personnes revêtues de l'autorité publique, aussi bien civiles que militaires, doivent, si elles en sont requises, prêter main forte à l'autorité compétente afin d'assurer l'application du présent article.

Art. 11. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les fonctionnaires désignés par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,
L. TINDEMANS

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,
F. AERTS

Vu et scellé du Sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (Londres, Mexico, Moscou et Washington, 29 décembre 1972, telle que modifiée à Londres les 12 octobre et 1^{er} décembre 1978, et le 1^{er} décembre 1980).

Les Parties contractantes à la présente Convention,

Reconnaissant que le milieu marin et les organismes vivants qu'il nourrit sont d'une importance capitale pour l'humanité et que l'humanité toute entière a intérêt à veiller à ce que ce milieu soit géré en sorte que ses qualités et ses ressources ne soient pas altérées;

Reconnaissant que la capacité de la mer d'assimiler les déchets et de les rendre inoffensifs et ses possibilités de régénérer les ressources naturelles ne sont pas illimitées;

Reconnaissant que les Etats ont, en vertu de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international, le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique de l'environnement et qu'ils ont le devoir de s'assurer que les activités, exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle, ne causent pas de dommage à l'environnement d'autres Etats ou de zones situées en dehors des limites de leur juridiction nationale;

Rappelant la Résolution 2749 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les principes gouvernant les fonds marins et leur sous-sol situés en dehors des limites des juridictions nationales;

Constatant que la pollution marine a des sources multiples, notamment l'immersion, l'évacuation par l'intermédiaire de l'atmosphère, des cours d'eau, des estuaires, des émissaires et des canalisations et qu'il est important que les Etats utilisent les meilleurs moyens possibles

den vervolgd en in dezelfde als bij vorig lid bedoelde voorwaarden, overeenkomstig de door België aangenomen internationale verdragen, worden opgeleid.

§ 2. De bevoegde overheid geeft in de door haar aangewezen haven of luchthaven aan de stoffen of materiaal een voor haar passende bestemming op kosten en risico van de persoon die het in § 1 bedoeld verzoek niet heeft ingewilligd.

§ 3. Alle zowel civiele als militaire met openbaar gezag beklede personen zijn ertoe gehouden, indien zij daartoe verzocht worden, aan de bevoegde overheid hulp te verlenen om de toepassing van dit artikel te verzekeren.

Art. 11. Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, worden de overtredingen van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan opgespoord en vastgesteld door de ambtenaren daartoe door de Koning aangewezen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
L. TINDEMANS

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,
F. AERTS

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
J. GOL

(Vertaling)

Verdrag inzake de voorkoming van verontreiniging van de zee ten gevolge van het storten van afval (Londen, Mexico, Moskou en Washington, 29 december 1972, zoals gewijzigd te Londen op 12 oktober en 1 december 1978 en op 1 december 1980).

De Verdragsluitende Partijen bij dit Verdrag,

Erkennende dat het mariene milieu en de daarvan levende organismen van uitzonderlijk belang zijn voor de mensheid en dat de gehele mensheid er belang bij heeft dat dit milieu zodanig wordt beheerd dat zijn eigenschappen en zijn bronnen niet worden aangetast;

Erkennende dat het vermogen van de zee om afval op te nemen en onschadelijk te maken en haar mogelijkheden om het leven van de natuurlijke bronnen te hernieuwen niet onbegrensd zijn;

Erkennende dat de Staten, krachtens het Handvest der Verenigde Naties en de beginselen van het internationaal recht, het soevereine recht hebben hun eigen bronnen te exploiteren volgens hun eigen milieubeleid en dat het hun plicht is er op toe te zien dat de binnen hun rechtsmacht of onder hun controle uitgeoefende werkzaamheden geen schade berokkenen aan het milieu van andere Staten of van buiten hun nationaal rechtsgebied gelegen gebieden;

Herinnerend aan Resolutie 2749 (XXV) van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties inzake de beginselen die van toepassing zijn op de buiten het nationaal rechtsgebied gelegen zeebodem en zijn ondergrond;

Vaststellende dat de verontreiniging van de zee talrijke oorzaken heeft, zoals het storten, het lozen via de dampkring, waterlopen, estuaria, open afvoeren en pijpleidingen, en dat het van belang is dat de Staten de daarvoor meest aangewezen middelen aanwenden ter

pour prévenir une telle pollution et mettent au point des produits et des procédés qui réduiront la quantité de déchets nuisibles à éliminer;

Convaincues qu'une action internationale de contrôle de la pollution des mers résultant d'opérations d'immersion peut et doit être menée sans tarder, mais que cette action ne doit pas empêcher l'étude de mesures de lutte contre les autres sources de pollution marine dès que possible, et

Désireuses d'améliorer la protection du milieu marin en encourageant les Etats ayant des intérêts communs dans des régions géographiques déterminées à conclure des accords appropriés pour compléter la présente Convention;

Sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE I^{er}

Les Parties contractantes chercheront à promouvoir individuellement et collectivement le contrôle effectif de toutes les sources de pollution du milieu marin et s'engagent particulièrement à prendre toutes les mesures possibles pour prévenir la pollution des mers par l'immersion de déchets et d'autres matières susceptibles de mettre en danger la santé de l'homme, de nuire aux ressources biologiques, à la faune et à la flore marines, de porter atteinte aux agréments ou de gêner toutes autres utilisations légitimes de la mer.

ART. II

Les Parties contractantes prendront, conformément aux Articles suivants, toutes les mesures appropriées pour prévenir la pollution des mers due à l'immersion, individuellement, selon leurs possibilités scientifiques, techniques et économiques, et collectivement, et ils harmoniseront leurs politiques à cet égard.

ART. III

Aux fins de la présente Convention :

1. a) « immersion » signifie :

i. tout rejet délibéré dans la mer de déchets et autres matières à partir de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages placés en mer;

ii. tout sabordage en mer de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages placés en mer.

b) le terme « immersion » ne vise pas :

i. le rejet en mer de déchets ou autres matières résultant ou provenant de l'exploitation normale de navires, aéronefs, plates-formes et autres ouvrages placés en mer ainsi que leur équipement, à l'exception des déchets ou autres matières transportés par ou transbordés sur des navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages placés en mer qui sont utilisés pour l'immersion de ces matières ou provenant du traitement de tels déchets ou autres matières à bord desdits navires, aéronefs, plates-formes ou ouvrages;

ii. le dépôt de matières à des fins autres que leur simple élimination sous réserve qu'un tel dépôt n'est pas incompatible avec l'objet de la présente Convention.

c) le rejet de déchets ou autres matières provenant directement ou indirectement de l'exploration, de l'exploitation et du traitement en mer des ressources minérales provenant du fond des mers ne relève pas des dispositions de la présente Convention.

2. L'expression « navires et aéronefs » s'entend des véhicules circulant sur l'eau, dans l'eau ou dans les airs, quel qu'en soit le type.

voorkoming van een dergelijke verontreiniging en produkten en methoden ontwikkelen die de hoeveelheid te vernietigen schadelijk afval beperken;

Ervan overtuigd dat internationale maatregelen onverwijld kunnen en moeten worden genomen ten einde de verontreiniging van de zee ten gevolge van het storten te bestrijden, maar dat dit een onderzoek van maatregelen ter bestrijding van andere bronnen van zeeverontreiniging zodra dit mogelijk is niet moet verhinderen, en

Vervuld van de wens de bescherming van het mariene milieu te verbeteren, door de Staten die in bepaalde geografische gebieden een gemeenschappelijk belang hebben, aan te moedigen daartoe gezegende overeenkomsten te sluiten ter aanvulling van dit Verdrag;

Zijn als volgt overeengekomen :

ARTIKEL I

De Verdragsluitende Partijen streven er afzonderlijk en gezamenlijk naar alle bronnen van verontreiniging van het mariene milieu effectief onder controle te houden en zij verbinden er zich in het bijzonder toe alle mogelijke maatregelen te nemen ter voorkoming van verontreiniging van de zee door het storten van afval en andere stoffen die de gezondheid van de mens in gevaar kunnen brengen, schade kunnen berokkenen aan de biologische bronnen, aan de in de zee voorkomende fauna en flora, een aantasting kunnen vormen van de mogelijkheden tot recreatie of een ander rechtmatig gebruik van de zee kunnen hinderen.

ART. II

De Verdragsluitende Partijen nemen, overeenkomstig de hierna volgende Artikelen, zowel afzonderlijk, al naar gelang van hun wetenschappelijke, technische en economische mogelijkheden, als gezamenlijk alle passende maatregelen ter voorkoming van verontreiniging van de zee ten gevolge van het storten en zij harmoniseren hun beleid in dit opzicht.

ART. III

In dit Verdrag :

1. a) betekent « storten » :

i. het zich op zee opzettelijk ontdoen van afval en andere stoffen vanuit schepen of luchtvaartuigen, of vanaf platforms of andere bouwwerken in zee;

ii. het in zee tot zinken brengen van schepen, luchtvaartuigen, platforms of andere bouwwerken in zee.

b) wordt onder « storten » niet begrepen :

i. het zich op zee ontdoen van afval of andere stoffen behorende bij of afkomstig van de normale exploitatie van schepen, luchtvaartuigen, platforms of andere bouwwerken in zee en van hun uitrusting, uitgezonderd afval en andere stoffen die worden vervoerd door of overgeladen op schepen, luchtvaartuigen, platforms of andere bouwwerken in zee, gebruikt om zich van deze stoffen te ontdoen, of stoffen die afkomstig zijn van de verwerking van dergelijk afval of andere stoffen aan boord van deze schepen, luchtvaartuigen, platforms of andere bouwwerken;

ii. het deponeren van stoffen met een ander doel dan er zich enkel en alleen van te ontdoen mits dit niet strijdig is met het voorwerp van dit Verdrag.

c) valt het zich ontdoen van afval of andere stoffen, rechtstreeks of onrechtstreeks afkomstig van de exploitatie, de ontginning en de verwerking op zee van mineralen die zich in de zeebodem bevinden, niet onder de bepalingen van dit Verdrag.

2. Betekent « schepen en luchtvaartuigen » vaartuigen die zich op het water, in het water of in de lucht voortbewegen, ongeacht hun type.

Cette expression englobe les véhicules sur coussin d'air et les engins flottants, qu'ils soient autopropulsés ou non.

3. Le terme « mer » s'entend de toutes les eaux marines à l'exception des eaux intérieures des Etats.

4. L'expression « déchets et autres matières » s'entend des matériaux et substances de tout type, de toute forme et de toute nature.

5. L'expression « permis spécifique » s'entend de l'autorisation accordée dans chaque cas sur demande préalablement présentée, selon les dispositions prévues aux Annexes II et III.

6. L'expression « permis général » s'entend de l'autorisation accordée préalablement selon les dispositions prévues à l'Annexe III.

7. Le terme « Organisation » s'entend de l'institution désignée par les Parties contractantes conformément aux dispositions de l'Article XIV paragraphe 2.

ART. IV

1. Conformément aux dispositions de la présente Convention, chaque Partie contractante interdira l'immersion de tous déchets ou autres matières sous quelque forme et dans quelque condition que ce soit, en se conformant aux dispositions ci-dessous :

a) l'immersion de tous déchets ou autres matières énumérées à l'Annexe I est interdite;

b) l'immersion de déchets et autres matières énumérés à l'Annexe II est subordonnée à la délivrance préalable d'un permis spécifique;

c) l'immersion de tous autres déchets et matières est subordonnée à la délivrance préalable d'un permis général.

2. Aucun permis ne sera délivré sans examen attentif de tous les facteurs énumérés à l'Annexe III, y compris l'étude préalable des caractéristiques du lieu de l'immersion conformément aux sections B et C de ladite Annexe.

3. Aucune des dispositions de la présente Convention ne sera interprétée comme empêchant une Partie contractante d'interdire, en ce qui la concerne, l'immersion de déchets et autres matières non mentionnés à l'Annexe I. Ladite Partie notifiera de telles mesures d'interdictions à l'Organisation.

ART. V.

1. Les dispositions de l'article IV ne s'appliquent pas lorsqu'il est nécessaire d'assurer la sauvegarde de la vie humaine ou la sécurité de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages en mer dans les cas de force majeure dus à des intempéries ou à toutes autres causes et qui mettent en péril des vies humaines ou qui constituent une menace directe pour un navire, un aéronef, une plate-forme ou d'autres ouvrages en mer, sous réserve que l'immersion apparaisse comme le seul moyen de faire face à la menace et qu'elle entraîne, selon toute probabilité, des dommages moins graves qu'ils ne le seraient sans le recours à ladite immersion. L'immersion se fera de façon à réduire au minimum les risques d'atteinte à la vie humaine ainsi qu'à la faune et à la flore marines et elle sera notifiée sans délai à l'Organisation.

2. Une Partie contractante peut délivrer un permis spécifique en dérogation à l'article IV, paragraphe 1^{er}, alinéa a, dans des cas d'urgence qui présentent des risques inacceptables pour la santé de l'homme et pour lesquels aucune autre solution n'est possible.

Avant de ce faire, la Partie consultera tout autre ou tous autres pays qui pourraient en être affectés ainsi que l'Organisation qui, après avoir consulté les autres Parties et organismes internationaux concernés, recommandera dans les meilleurs délais à la Partie les procédures les plus appropriées à adopter, conformément aux dispositions prévues à

Hieronder zijn mede begrepen luchtkussenvaartuigen, drijvende voorwerpen, al dan niet met eigen voortstuwing.

3. Betekent « zee » alle mariene wateren met uitzondering van de binnenwateren van de Staten.

4. Betekent « afval en andere stoffen » materialen en substanties, van gelijk welke aard, vorm of type,

5. Betekent « bijzondere vergunning » de toelating die voor ieder afzonderlijk geval wordt verleend op een van tevoren ingediende aanvraag, overeenkomstig de bepalingen voorzien in de Bijlagen II en III.

6. Betekent « algemene vergunning » de toelating die van tevoren wordt verleend overeenkomstig de bepalingen voorzien in Bijlage III.

7. Betekent « Organisatie » de instelling die door de Verdragsluitende Partijen wordt aangewezen overeenkomstig de bepalingen van Artikel XIV paragraaf 2.

ART. IV

1. Overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag verbiedt elke Verdragsluitende Partij het storten van alle afval of andere stoffen in welke vorm en onder welke omstandigheden dan ook, met inachtneming van de hierna volgende bepalingen :

a) het storten van alle afval of andere stoffen genoemd in Bijlage I is verboden;

b) voor het storten van afval of andere stoffen genoemd in Bijlage II, moet voorafgaandelijk een bijzondere vergunning verleend worden;

c) voor het storten van alle andere afval en stoffen moet voorafgaandelijk een algemene vergunning verleend worden.

2. Geen enkele vergunning zal verleend worden, zonder dat een nauwkeurig onderzoek is ingesteld naar alle factoren genoemd in Bijlage III, met inbegrip van een voorafgaand onderzoek van de karakteristieken van de stortplaats overeenkomstig secties B en C van genoemde Bijlage.

3. Geen enkele bepaling van dit Verdrag mag worden uitgelegd als beletsel voor een Verdragsluitende Partij om wat haar betreft, het storten van afval en stoffen welke niet in Bijlage I zijn genoemd te verbieden. Genoemde Partij stelt de Organisatie in kennis van dergelijke verbodsmaatregelen.

ART. V.

1. De bepalingen van artikel IV zijn niet van toepassing wanneer het noodzakelijk is mensenlevens te beschermen of de veiligheid van schepen, luchtvaartuigen, platforms of andere bouwwerken in zee te verzekeren ingeval van overmacht ten gevolge van noodweer of in alle andere gevallen waarbij mensenlevens in gevaar zijn of een directe bedreiging bestaat voor schepen, luchtvaartuigen, platforms of andere bouwwerken in zee, mits het storten de enige oplossing blijkt te zijn om de dreiging af te wenden en deze naar alle waarschijnlijkheid minder schade veroorzaakt dan wanneer niet gestort wordt. Het storten moet dan zodanig uitgevoerd worden dat de gevaren voor het menselijk leven en voor de in zee voorkomende fauna en flora tot een minimum beperkt blijven. De Organisatie dient onverwijld van het storten in kennis te worden gesteld.

2. Een Verdragsluitende Partij mag, in afwijking van artikel IV, paragraaf 1, letter a, een bijzondere vergunning verlenen in noodgevallen die voor de menselijke gezondheid onaanvaardbare risico's inhouden en waarvoor geen andere oplossing mogelijk is.

Alvorens hiertoe over te gaan, raadpleegt de Partij elk ander land of andere landen die hierdoor betrokken zouden kunnen zijn, alsmede de Organisatie die, na raadpleging van de andere Partijen en de betrokken internationale instellingen de Partij zo spoedig mogelijk de meest geschikte werkwijzen aanbeveelt, overeenkomstig de bepalingen van

Partie XIV. La Partie suivra ces recommandations dans toute la mesure du possible en fonction du temps dont elle dispose pour prendre les mesures nécessaires et compte tenu de l'obligation générale d'éviter de causer des dommages au milieu marin; elle informera l'Organisation des mesures qu'elle aura prises. Les Parties s'engagent à se prêter mutuellement assistance en de telles circonstances.

3. Une Partie contractante peut renoncer à ses droits aux termes du paragraphe 2 au moment de la ratification ou de l'adhésion à la présente Convention ou postérieurement.

ART. VI.

1. Chaque Partie contractante désigne une ou plusieurs autorités compétentes pour :

a) délivrer les permis spécifiques qui seront exigés préalablement à l'immersion des matières énumérées à l'Annexe II et dans les circonstances définies à l'article V, paragraphe 2;

b) délivrer les permis généraux qui seront exigés préalablement à l'immersion de toutes les autres matières;

c) enregistrer la nature et les quantités de toutes les matières dont l'immersion est autorisée, ainsi que le lieu, la date et la méthode d'immersion;

d) surveiller individuellement ou en collaboration avec d'autres Parties et les organismes internationaux compétents l'état des mers aux fins de la présente Convention.

2. La ou les autorités compétentes d'une Partie contractante délivreront les permis généraux ou spécifiques préalables conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} ci-dessus pour les matières destinées à l'immersion :

a) chargées sur son territoire;

b) chargées par un navire ou un aéronef enregistré sur son territoire ou battant son pavillon, lorsque ce chargement a lieu sur le territoire d'un Etat non Partie à la présente Convention.

3. Dans la délivrance des permis prévus au paragraphe 1, alinéas a et b ci-dessus, la ou les autorités compétentes se conforment aux dispositions de l'Annexe III, ainsi qu'aux critères, mesures et conditions supplémentaires qu'elles jugeraient pertinents.

4. Chaque Partie contractante communique, directement ou par l'intermédiaire d'un secrétariat établi par accord régional, à l'Organisation et le cas échéant, aux autres Parties, les renseignements visés aux alinéas c et d du paragraphe 1^{er} ci-dessus, ainsi que les critères, mesures et conditions qu'elle adopte conformément au paragraphe 3 ci-dessus. La procédure à suivre et la nature de ces notifications sont convenues par consultation entre les Parties.

ART. VII

1. Chaque Partie contractante applique les mesures requises pour la mise en œuvre de la présente Convention à tous :

a) les navires et aéronefs immatriculés sur son territoire ou battant son pavillon;

b) les navires et aéronefs chargeant sur son territoire ou dans ses eaux territoriales des matières qui doivent être immergées;

c) les navires, aéronefs et plates-formes fixes ou flottantes relevant de sa juridiction et présumés effectuer des opérations d'immersion.

artikel XIV. De Partij volgt deze aanbevelingen zoveel mogelijk op, in functie van de beschikbare tijd waarbinnen de nodige maatregelen moeten getroffen worden, en rekening houdend met de algemene verplichting het veroorzaken van schade aan het mariene milieu te vermijden; zij stelt de Organisatie in kennis van de door haar genomen maatregelen. De Partijen verbinden er zich toe elkaar in dergelijke situaties onderling bijstand te verlenen.

3. Een Verdragsluitende Partij kan bij de bekrachtiging van of bij de toetreding tot dit Verdrag, of later, van haar in paragraaf 2 bedoelde rechten afzien.

ART. VI.

1. Iedere Verdragsluitende Partij wijst één of meer overheden aan die bevoegd zijn voor :

a) het verlenen van bijzondere vergunningen die voorafgaand aan de storting vereist zijn voor de in Bijlage II genoemde stoffen en in de in artikel V, paragraaf 2 omschreven omstandigheden;

b) het verlenen van algemene vergunningen die voorafgaand aan de storting van alle andere stoffen vereist zijn;

c) het registreren van de aard en de hoeveelheden van alle stoffen waarvan het storten vergund werd, alsook van de plaats, de datum en de wijze van storten;

d) het afzonderlijk of in samenwerking met andere Partijen en de bevoegde internationale instellingen toezien op de toestand van de zee ten behoeve van de uitvoering van dit Verdrag.

2. De bevoegde overheid of overheden van een Verdragsluitende Partij zullen de voorafgaande algemene of bijzondere vergunningen verlenen overeenkomstig de bepalingen van de hierboven genoemde paragraaf 1, voor de te storten stoffen :

a) die geladen worden op haar grondgebied;

b) die geladen worden door een schip of een luchtvaartuig dat op haar grondgebied staat ingeschreven of dat haar vlag voert, wanneer het laden plaatsvindt op het grondgebied van een Staat die geen Partij is bij dit Verdrag.

3. Bij het verlenen van de hierboven onder paragraaf 1, leden a en b voorzien vergunningen handelt de bevoegde overheid of handelen de bevoegde overheden overeenkomstig de bepalingen van Bijlage III en overeenkomstig de aanvullende criteria, maatregelen en voorwaarden die zij ter zake gegrond achten.

4. Iedere Verdragsluitende Partij deelt rechtstreeks of door tussenkomst van een bij regionale overeenkomst ingesteld secretariaat, aan de Organisatie en in voorkomend geval aan andere Partijen, de in de leden c en d van hogergenoemde paragraaf 1 bedoelde inlichtingen mede, evenals de criteria, maatregelen en voorwaarden die zij aanneemt overeenkomstig de bepalingen van hogergenoemde paragraaf 3. De te volgen procedure en de aard van deze mededelingen worden in onderling overleg door de Partijen geregeld.

ART. VII

1. Iedere Verdragsluitende Partij past de voor de uitvoering van dit Verdrag vereiste maatregelen toe op alle :

a) schepen en luchtvaartuigen die op haar grondgebied staan ingeschreven of die haar vlag voeren;

b) schepen en luchtvaartuigen die op haar grondgebied of in haar territoriale wateren stoffen laden die gestort moeten worden;

c) schepen, luchtvaartuigen en vaste of drijvende platformen die onder haar rechtsmacht vallen en waarvan verondersteld wordt dat zij stortingsoperaties uitvoeren.

2. Chaque Partie prend sur son territoire les mesures appropriées pour prévenir et réprimer les actes contraires aux dispositions de la présente Convention.

3. Les Parties conviennent de coopérer à l'élaboration de procédures en vue de la mise en œuvre effective de la présente Convention, particulièrement en haute mer, y compris de procédures pour signaler des navires et aéronefs observés alors qu'ils se livrent à des opérations d'immersion en contravention des dispositions de la présente Convention.

4. La présente Convention ne s'applique pas aux navires et aéronefs jouissant de l'immunité d'Etat qui leur est conférée par le droit international. Néanmoins, chaque Partie, par l'adoption de mesures appropriées, veille à ce que de tels navires et aéronefs dont elle est propriétaire ou utilisatrice agissent de manière conforme aux buts et objectifs de la présente Convention et informe l'Organisation en conséquence.

5. Aucune des dispositions de la présente Convention ne porte atteinte au droit de chaque Partie d'adopter d'autres mesures, conformément aux principes du droit international, pour prévenir l'immersion en mer.

ART. VIII

Afin de promouvoir les objectifs de la présente Convention, les Parties contractantes ayant des intérêts communs à protéger dans le milieu marin d'une zone géographique donnée s'efforceront, compte tenu des caractéristiques régionales, de conclure des accords régionaux compatibles avec la présente Convention en vue de prévenir la pollution, particulièrement celle due à l'immersion. Les Parties à la présente Convention s'efforceront d'agir en accord avec les objectifs et les dispositions de ces accords régionaux qui leur seront communiqués par l'Organisation. Les Parties contractantes s'efforceront de collaborer avec les Parties aux accords régionaux en vue d'harmoniser des procédures destinées à être suivies par les Parties contractantes aux diverses conventions. Une attention particulière sera accordée à la coopération dans le domaine de la surveillance et de la recherche scientifique.

ART. IX

Les Parties contractantes facilitent, par leur collaboration au sein de l'Organisation et d'autres organismes internationaux, l'assistance aux Parties qui en font la requête en matière de :

- a) formation du personnel scientifique et technique;
- b) fourniture des équipements et moyens nécessaires à la recherche et à la surveillance;
- c) destruction et traitement des déchets et toutes autres mesures de prévention ou d'atténuation de la pollution due à l'immersion;

de préférence à l'égard des pays intéressés, agissant ainsi dans le sens des buts et objectifs de la présente Convention.

ART. X

En accord avec les principes du droit international relatifs à la responsabilité des Etats en matière de dommages causés à l'environnement d'autres Etats ou à tout autre secteur de l'environnement par l'immersion de déchets ou autres matières de toute sorte les Parties contractantes entreprendront l'élaboration de procédures pour la détermination des responsabilités et pour le règlement des différends en ce qui concerne l'immersion.

2. Iedere Verdragsluitende Partij neemt binnen haar grondgebied de geëigende maatregelen ter voorkoming en bestraffing van handelingen die in strijd zijn met de bepalingen van dit Verdrag.

3. De Verdragsluitende Partijen komen overeen samen te werken bij het opstellen van procedures voor de daadwerkelijke toepassing van dit Verdrag, in het bijzonder in volle zee, met inbegrip van procedures voor het melden van schepen en luchtvaartuigen die waargenomen worden terwijl ze stortingsoperaties uitvoeren die in strijd zijn met de bepalingen van dit Verdrag.

4. Dit Verdrag is niet van toepassing op schepen en luchtvaartuigen die de door het internationaal recht toegekende immuniteit van Staten genieten. Iedere Partij ziet er evenwel op toe dat, door het nemen van gepaste maatregelen, dergelijke schepen en luchtvaartuigen die zij in bezit of in gebruik heeft, gebruikt worden overeenkomstig de doelstellingen van dit Verdrag; zij licht de Organisatie hierover ook in.

5. Geen enkele bepaling van dit Verdrag tast het recht van iedere Partij aan, om, overeenkomstig de beginselen van het internationaal recht, andere maatregelen te nemen ter voorkoming van storten in zee.

ART. VIII

Ten einde de doelstellingen van dit Verdrag te bevorderen, stellen de Verdragsluitende Partijen die een gemeenschappelijk belang hebben bij de bescherming van het mariene milieu in een bepaald geografisch gebied, alles in het werk om, rekening houdend met regionale karakteristieken, regionale overeenkomsten te sluiten die verenigbaar zijn met dit Verdrag, met het oog op het voorkomen van de verontreiniging, in het bijzonder deze die te wijten is aan het storten. De Partijen bij dit Verdrag streven er naar om te handelen in overeenstemming met de doelstellingen en de bepalingen van deze regionale overeenkomsten die hun worden medegedeeld door de Organisatie. De Verdragsluitende Partijen streven er naar samen te werken met de Partijen bij de regionale overeenkomsten met het oog op het harmoniseren van procedures die door de Partijen bij de verschillende verdragen moeten gevolgd worden. Bijzondere aandacht zal besteed worden aan de samenwerking op het gebied van het toezicht en het wetenschappelijk onderzoek.

ART. IX

De Verdragsluitende Partijen vergemakkelijken, door de samenwerking binnen de Organisatie en andere internationale instellingen de bijstand aan de Partijen die daarom verzoeken, voor wat betreft :

- a) het opleiden van wetenschappelijk en technisch personeel;
- b) het leveren van de nodige uitrusting en middelen voor het onderzoek en het toezicht;
- c) het vernietigen en verwerken van afval en alle andere maatregelen ter voorkoming of vermindering van de verontreiniging die te wijten is aan het storten;

bij voorkeur ten overstaan van de betrokkene landen, aldus handelend in de zin van de doelstellingen van dit Verdrag.

ART. X

In overeenstemming met de beginselen van het internationaal recht betreffende de aansprakelijkheid van Staten inzake de schade aan het milieu van andere Staten of aan iedere andere sector van het milieu, die veroorzaakt wordt door het storten van afval of iedere andere stof, zullen de Verdragsluitende Partijen procedures ontwikkelen voor het vaststellen van de aansprakelijkheden en het regelen van geschillen met betrekking tot het storten.

ART. XI

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, qui n'a pu être réglé par voie de négociation ni par d'autres moyens est soumis à la Cour internationale de justice d'un commun accord entre les parties au différend, ou à l'arbitrage à la requête de l'une d'elles. A moins que les parties au différend n'en disposent autrement, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions de l'Appendice à la présente Convention.

ART. XII

Les Parties contractantes s'engagent à promouvoir, dans le cadre des institutions spécialisées compétentes et d'autres organismes internationaux, des mesures de protection du milieu marin contre la pollution provoquée par :

- a) les hydrocarbures, y compris les produits pétroliers, et leurs résidus;
- b) les autres matières nuisibles ou dangereuses transportées par des navires à des fins autres que l'immersion;
- c) les déchets résultant de l'exploitation des navires, aéronefs, plates-formes et autres ouvrages placés en mer;
- d) les polluants radioactifs de toute origine, y compris des navires;
- e) les agents destinés à la guerre biologique et chimique;
- f) les déchets ou autres matières provenant directement ou indirectement de l'exploration, de l'exploitation et du traitement en mer des ressources minérales provenant du fond des mers.

Les Parties s'efforceront également de promouvoir, au sein de l'organisation internationale appropriée, la codification des signaux qui seront adoptés par les navires utilisés pour l'immersion.

ART. XIII

Aucune disposition de la présente Convention ne préjuge la codification et l'élaboration du droit de la mer sur le droit de la mer par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer convoquée en vertu de la résolution 2750C (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies ni les revendications et positions juridiques présentes ou futures de tout Etat touchant le droit de la mer et la nature de l'étendue de sa juridiction côtière et de la juridiction, qu'il exerce sur les navires battant son pavillon.

Les Parties contractantes conviennent de se consulter lors d'une réunion qui sera convoquée par l'Organisation postérieurement à la Conférence sur le droit de la mer et en tout cas au plus tard en 1976 en vue de définir la nature et l'étendue des droits et obligations d'un Etat côtier quant à l'application des dispositions de la Convention dans une zone adjacente à ces côtes.

ART. XIV

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en tant que dépositaire, convoque une réunion des Parties contractantes au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour décider des questions d'organisation.

2. Les Parties contractantes désignent une Organisation compétente existant au moment de la réunion prévue au paragraphe précédent qui sera chargée des fonctions de secrétariat relatives à la présente

ART. XI

Ieder geschil tussen twee of meer Verdragsluitende Partijen betreffende de interpretatie of de toepassing van dit Verdrag wordt, wanneer dit niet door onderhandeling of op een andere wijze kan geregeld worden, bij overeenstemming tussen de bij het geschil betrokken partijen voorgelegd aan het Internationaal Gerechtshof of wordt, op verzoek van een van hen, onderworpen aan arbitrage. De procedure voor de arbitrage zal in overeenstemming zijn met de regels vermeld in het Bijvoegsel bij dit Verdrag, tenzij de bij het geschil betrokken Partijen er anders over beschikken.

ART. XII

De Verdragsluitende Partijen verbinden er zich toe, in het kader van de bevoegde gespecialiseerde organisaties en andere internationale instellingen, het nemen van maatregelen te bevorderen ter bescherming van het mariene milieu tegen verontreiniging die veroorzaakt wordt door :

- a) koolwaterstoffen met inbegrip van olieproducten en hun residuen;
- b) andere schadelijke of gevaarlijke stoffen die vervoerd worden door schepen voor andere doeleinden dan het storten;
- c) afval afkomstig van de exploitatie van schepen, luchtvaartuigen, platforms en andere bouwwerken in zee;
- d) verontreinigende radioactieve stoffen van gelijk welke oorsprong, ook van schepen;
- e) stoffen die bestemd zijn voor het voeren van chemische en biologische oorlog;
- f) afval of andere stoffen die rechtstreeks of onrechtstreeks afkomstig zijn van de exploitatie, de ontginning en de bewerking op zee van mineralen uit de zeebodem.

De Partijen zullen er binnen de geeignende internationale organisatie, tevens naar streven dat voor de seinen die zullen worden aangenomen door de voor het storten gebruikte schepen een kode wordt vastgelegd.

ART. XIII

Geen enkele bepaling van dit Verdrag doet afbreuk aan het kodificeren en de ontwikkeling van het zeerecht door de Zeerechtconferentie van de Verenigde Naties, bijeengeroepen krachtens Resolutie 2750C (XXV) van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, noch aan de huidige of toekomstige vorderingen en standpunten van elke Staat met betrekking tot het zeerecht en de aard en de omvang van de rechtsmacht van de kuststaat en van de vlaggestaat.

De Verdragsluitende Partijen komen overeen elkaar te raadplegen tijdens een vergadering die door de Organisatie zal worden bijeengeroepen na de Zeerechtconferentie en uiterlijk in 1976 om de aard en de omvang van de rechten en de plichten van een kuststaat te bepalen voor wat betreft de toepassing van de bepalingen van het Verdrag in een gebied dat aan zijn kusten grenst.

ART. XIV

1. De Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland roept, als Depotregering, een vergadering van de Verdragsluitende Partijen bijeen uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van dit Verdrag, ten einde organisatorische vraagstukken te regelen.

2. De Verdragsluitende Partijen duiden een bevoegde Organisatie aan die bestaat op het ogenblik waarop de in de vorige paragraaf bedoelde vergadering wordt gehouden en die belast zal worden met het secre-

Convention. Toute Partie à la présente Convention qui ne serait pas membre de l'Organisation participe dans une mesure appropriée aux frais que supporte l'Organisation dans l'exercice de ces fonctions.

3. Les fonctions du Secrétariat de l'Organisation consistent notamment en :

a) la convocation de réunions consultatives des Parties contractantes au moins une fois tous les deux ans et de réunions spéciales des Parties à tout moment, à la demande des deux tiers des Parties;

b) la préparation et l'assistance, en consultation avec les Parties contractantes et les organismes internationaux compétents, pour l'élaboration et la mise en œuvre des procédures mentionnées au paragraphe 4 alinéa e), du présent article;

c) l'examen de demandes d'information et de renseignements émanant des Parties contractantes, les consultations avec lesdites Parties et avec les organismes internationaux compétents et la communication des recommandations aux Parties sur les questions qui sont liées à la présente Convention sans être spécifiquement visées par elle;

d) la communication aux Parties intéressées de toutes les notifications reçues par l'Organisation conformément aux dispositions des Articles IV, paragraphe 3, V paragraphes 1 et 2, VI paragraphe 4, XV, XX et XXI.

Avant la désignation de l'Organisation, ces fonctions seront, le cas échéant, assurées par l'un des dépositaires, en l'occurrence le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

4. Lors des réunions consultatives ou spéciales, les Parties contractantes procèdent à un examen constant de la mise en œuvre de la présente Convention et peuvent notamment :

a) réviser la présente Convention, ses annexes et son Appendice, et adopter des amendements conformément aux dispositions de l'Article XV;

b) inviter le ou les organismes scientifiques compétents à collaborer avec les Parties ou l'Organisation et à les conseiller sur tout aspect scientifique ou technique ayant trait à la présente Convention, en particulier au contenu des Annexes;

c) recevoir et étudier les rapports établis en vertu de l'Article VI paragraphe 4;

d) favoriser la coopération avec et entre les organisations régionales intéressées par la prévention de la pollution marine;

e) élaborer ou adopter, en consultation avec les organismes internationaux compétents, les procédures visées à l'article V paragraphe 2, y compris les critères fondamentaux relatifs à la définition des cas exceptionnels et d'urgence, ainsi que les procédures d'avis consultatif et d'évacuation en toute sûreté des matières dans de tels cas, y compris la désignation de zones appropriées d'immersion, et formuler toutes recommandations dans ce sens;

f) étudier toute mesure supplémentaire éventuellement requise.

5. Au cours de leur première réunion consultative, les Parties adoptent le règlement intérieur nécessaire.

ART. XV

1. a) Lors des réunions des Parties contractantes convoquées en vertu des dispositions de l'Article XIV, les amendements à la présente Convention et à son Appendice sont adoptés à la majorité des deux tiers

tariaat met betrekking tot dit Verdrag. Iedere Partij bij dit Verdrag die geen lid is van bedoelde Organisatie draagt op een passende wijze bij in de kosten die de Organisatie maakt bij de uitvoering van deze werkzaamheden.

3. De werkzaamheden van het secretariaat van de Organisatie bestaan in het bijzonder uit :

a) het bijeenroepen van consultatieve vergaderingen van de Verdragsluitende Partijen ten minste eens om de twee jaar en van speciale vergaderingen van de Partijen telkens wanneer twee derden der Partijen hierom verzoeken;

b) het, in overleg met de Verdragsluitende Partijen en de bevoegde internationale instellingen, voorbereiden van en helpen aan het opstellen en het uitvoeren van de in paragraaf 4 lid e), van dit artikel genoemde procedures;

c) het onderzoek van de vragen om informatie en van de inlichtingen afkomstig van de Verdragsluitende Partijen, het overleg met deze Partijen en met de bevoegde internationale instellingen en het doen van aanbevelingen aan de Partijen inzake vraagstukken die verband houden met dit Verdrag, zonder dat zij er uitdrukkelijk bij worden bedoeld;

d) het aan de betrokken Partijen mededelen van alle kennisgevingen die de Organisatie heeft ontvangen overeenkomstig de bepalingen van de Artikelen IV, paragraaf 3, V paragrafen 1 en 2, VI paragraaf 4, XV, XX en XXI.

Vóór het aanduiden van de Organisatie worden deze werkzaamheden, in voorkomend geval, verricht door één van de Depotregeringen, in onderhavig geval de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland.

4. Tijdens de consultatieve of speciale vergaderingen onderwerpen de Verdragsluitende Partijen de uitvoering van dit Verdrag aan een doorlopend onderzoek en kunnen zij in het bijzonder :

a) dit Verdrag, zijn Bijlagen en zijn Bijvoegsel herzien en wijzigingen aannemen overeenkomstig de bepalingen van Artikel XV;

b) de bevoegde wetenschappelijke instelling of instellingen uitnodigen om samen te werken met de Partijen of de Organisatie en hen te adviseren over ieder wetenschappelijk of technisch aspect, dat verband houdt met dit Verdrag en in het bijzonder met de inhoud van de Bijlagen;

c) de krachtens Artikel VI paragraaf 4 opgestelde verslagen ontvangen en bestuderen;

d) de samenwerking bevorderen met en tussen de regionale organisaties, die betrokken zijn bij het voorkomen van de verontreiniging van de zee;

e) in overleg met de bevoegde internationale instellingen de in Artikel V, paragraaf 2, bedoelde procedures uitwerken of aanvaarden, met inbegrip van de basiskriteria voor het bepalen van uitzonderlijke gevallen en noodgevallen, evenals de procedures voor het uitbrengen van een consultatief advies en voor het zich op veilige wijze ontdoen van de stoffen in dergelijke gevallen, met inbegrip van het aanwijzen van geschikte stortplaatsen, en aanbevelingen in die zin formuleren;

f) iedere eventueel noodzakelijke aanvullende maatregel bestuderen.

5. Tijdens hun eerste consultatieve vergadering stellen de Partijen het nodige huishoudelijk reglement vast.

ART. XV

1. a) Tijdens de vergaderingen van de Verdragsluitende Partijen, bijeengeroepen krachtens de bepalingen van Artikel XIV, worden de wijzigingen aan dit Verdrag en aan zijn Bijvoegsel aangenomen met een

des Parties présentes. Un amendement entre en vigueur pour les Parties qui l'ont approuvé le soixantième jour après que les deux tiers des Parties ont déposé un instrument d'approbation de l'amendement auprès de l'Organisation. Par la suite, l'amendement entrera en vigueur pour toute autre Partie le trentième jour qui suivra le dépôt de son instrument d'approbation dudit amendement.

b) L'Organisation informe toutes les Parties de toute demande de réunion spéciale faite en vertu des dispositions de l'Article XIV et de tout amendement adopté aux réunions des Parties ainsi que la date à laquelle de tels amendements entreront en vigueur pour chaque Partie.

2. Les amendements aux annexes seront fondés sur des considérations d'ordre scientifique ou technique. Les amendements aux annexes approuvés par une majorité de deux tiers des Parties présentes au cours d'une réunion convoquée selon les dispositions prévues à l'Article XIV prendront immédiatement effet pour chaque Partie contractante lors de la notification de son approbation à l'Organisation, et ils prendront effet cent jours après adoption par la réunion pour toutes les autres Parties, sauf pour celles qui auront déclaré avant le terme de ce délai de cent jours n'être pas en mesure d'accepter l'amendement à ce moment. Les Parties s'efforceront de notifier à l'Organisation leur approbation d'un amendement aussitôt que possible après son adoption par la réunion. Toute Partie peut à tout moment remplacer une déclaration d'opposition par une déclaration d'approbation et l'amendement qui faisait antérieurement l'objet de ladite opposition entre alors en vigueur pour cette Partie.

3. Toute approbation ou déclaration d'opposition au titre du présent article s'effectue par le dépôt d'un instrument auprès de l'Organisation. L'Organisation notifie à toutes les Parties contractantes la réception desdits instruments.

4. Avant la désignation de l'Organisation, les fonctions administratives qui lui sont confiées par la présente Convention seront assurées temporairement par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en tant que l'un des dépositaires de la présente Convention.

ART. XVI

La présente Convention sera ouverte à la signature de tout Etat à Londres, Mexico, Moscou et Washington du 29 décembre 1972 au 31 décembre 1973.

ART. XVII

La présente Convention sera soumise à la ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

ART. XVIII

La présente Convention, après le 31 décembre 1973, sera ouverte à l'adhésion de tout Etat. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

ART. XIX

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion.

meerderheid van twee derde van de aanwezige Partijen. Een wijziging treedt in werking voor de Partijen die daaraan hun goedkeuring gehecht hebben, op de zestigste dag nadat twee derden van de Partijen een akte van goedkeuring van de wijziging hebben neergelegd bij de Organisatie. Vervolgens wordt de wijziging van kracht voor iedere andere Partij de dertigste dag die volgt op het neerleggen van haar akte van goedkeuring van genoemde wijziging.

b) De Organisatie licht alle Partijen in over ieder overeenkomstig de bepalingen van Artikel XIV ingediend verzoek tot het houden van een speciale vergadering en over iedere tijdens de vergaderingen van de Partijen aanvaarde wijziging, evenals over de datum waarop dergelijke wijzigingen in werking treden voor iedere Partij.

2. De wijzigingen aan de bijlagen zullen gesteund zijn op wetenschappelijke of technische overwegingen. De wijzigingen aan de bijlagen die zijn aanvaard met een meerderheid van twee derde van de Partijen, aanwezig op een overeenkomstig de bepalingen van Artikel XIX bijeengevoerde vergadering, worden onmiddellijk van kracht voor iedere Verdragsluitende Partij op het ogenblik waarop zij de Organisatie van haar goedkeuring in kennis stelt en zij worden voor alle andere Partijen van kracht honderd dagen na de aanvaarding ervan door de vergadering, behalve voor deze die vóór het verstrijken van de termijn van honderd dagen hebben verklaard, op dat ogenblik de wijziging niet te kunnen aanvaarden. De Partijen streven ernaar, zo spoedig mogelijk nadat een wijziging door de vergadering is aanvaard, de Organisatie ervan in kennis te stellen dat zij de wijziging hebben goedgekeurd. Iedere Partij kan op ieder ogenblik een verklaring van bezwaar vervangen door een verklaring van goedkeuring en de wijziging waartegen voordien bezwaar bestond, wordt dan van kracht voor die Partij.

3. Iedere goedkeuring of verklaring van bezwaar bedoeld in dit artikel geschiedt door het neerleggen van een akte bij de Organisatie. De Organisatie meldt de ontvangst van deze akten aan alle Verdragsluitende Partijen.

4. Vóór het aanduiden van de Organisatie worden de haar door dit Verdrag toevertrouwde administratieve taken tijdelijk uitgevoerd door de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland als één van de depotregeringen van dit Verdrag.

ART. XVI

Dit Verdrag staat van 29 december 1972 tot 31 december 1973 te Londen, Mexico, Moskou en Washington open voor ondertekening door iedere Staat.

ART. XVII

Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd. De akten van bekrachtiging dienen te worden neergelegd bij de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, Mexico, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de Unie van Socialistische Sovjet-Republieken.

ART. XVIII

Na 31 december 1973 kan iedere Staat tot dit Verdrag toetreden. De akten van toetreding dienen te worden neergelegd bij de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, Mexico, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de Unie van Socialistische Sovjet-Republieken.

ART. XIX

1. Dit Verdrag treedt in werking op de dertigste dag volgend op de datum van neerlegging van de vijftiende akte van bekrachtiging of van toetreding.

2. Pour chacune des Parties contractantes qui ratifiera la Convention, ou y adhèrera après le dépôt du quinzième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ART. XX

Les dépositaires aviseront les Parties contractantes :

a) des signatures de la présente Convention et du dépôt des instruments de ratification, d'adhésion et de dénonciation conformément aux articles XVI, XVII, XVIII et XXI, et

b) de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, en application de l'article XIX.

ART. XXI

Toute Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention moyennant un préavis écrit de six mois adressé à l'un des dépositaires, qui en avisera immédiatement toutes les Parties.

L'original de la présente Convention, dont les textes en anglais, espagnol, français et russe font également foi, est déposé auprès des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, qui en transmettent des copies certifiées conformes à tous les Etats.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs gouvernements respectifs, apposent leur signature à la présente Convention.

FAIT en quatre exemplaires à Londres, Mexico, Moscou et Washington, le vingt-neuf décembre 1972.

Cette Convention a été signée par les Etats suivants : Allemagne (Rép. Féd.), Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Canada, Chine, Colombie, Costa Rica, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Jordanie, Khmer, Koweït, Lesotho, Liban, Liberia, Luxembourg, Maroc, Mexique, Monaco, Nepal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni, Senegal, Suède, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, U.R.S.S., Uruguay, Venezuela.

Annexe I

1. Les composés organohalogénés.
2. Le mercure et ses composés.
3. Le cadmium et ses composés.

4. Les plastiques non destructibles et autres matières synthétiques non destructibles, par exemple les filets et les cordages, susceptibles de flotter ou de rester en suspension dans la mer de telle façon qu'ils constituent une gêne matérielle à la pêche, la navigation ou aux autres utilisations légitimes de la mer.

5. Le pétrole brut et ses déchets, les produits raffinés du pétrole, les résidus de produits de la distillation du pétrole ainsi que les mélanges contenant ces produits, chargés à bord pour être immergés.

2. Voor elke Verdragsluitende Partij die dit Verdrag zal bekrachtigen of er toe zal treden na het neerleggen van de vijftiende akte van bekrachtiging of van toetreding, zal dit Verdrag in werking treden op de dertigste dag na het neerleggen door die Partij van haar akte van bekrachtiging of van toetreding.

ART. XX

De depotregelingen stellen de Verdragsluitende Partijen in kennis van :

a) de ondertekeningen van dit Verdrag en de neerlegging van de akten van bekrachtiging, van toetreding en van opzegging overeenkomstig de artikelen XVI, XVII, XVIII en XXI, en

b) de datum waarop dit Verdrag in werking treedt in toepassing van artikel XIX.

ART. XXI

Iedere Verdragsluitende Partij kan dit Verdrag opzeggen door zes maanden van tevoren hiervan schriftelijk kennis te geven aan één de depotregelingen, die hiervan alle Partijen onmiddellijk in kennis stelt.

Het originele exemplaar van dit Verdrag, waarvan de Engelse, Spaanse, Franse en Russische tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt neergelegd bij de Regeringen van de Verenigde Staten van Amerika, Mexico, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de Unie van Socialistische Sovjet-Republieken, die daarvan aan alle Staten voor eensluidend verklaarde afschriften toesturen.

TEN BLIJKE WAARVAN, de gevolmachtigde ondergetekenden, hiertoe behoorlijk gemachtigd door hun respectieve Regeringen, dit Verdrag ondertekenen.

GEDAAN in viervoud te Londen, Mexico, Moskou en Washington, de negenentwintigste december 1972.

Dit Verdrag werd ondertekend door volgende Staten : Argentinië, Australië, België, Bolivia, Canada, China, Colombia, Costa Rica, Denemarken, Dominicaanse Republiek, Duitsland (Bondsrep.), Filipijnen, Finland, Frankrijk, Griekenland, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongarije, Ierland, Italië, Japan, Jordanië, Khmer, Koeweït, Lesotho, Libanon, Liberia, Luxemburg, Marokko, Mexico, Monaco, Nederland, Nepal, Nieuw-Zeeland, Noorwegen, Panama, Polen, Portugal, Senegal, Spanje, Togo, Tsaad, Tunesië, Verenigde Staten, Verenigd Koninkrijk, Uruguay, U.S.S.R., Venezuela, IJsland, Zweden, Zwitserland.

Bijlage I

1. Organische halogeenvverbindingen.
2. Kwik en zijn verbindingen.
3. Cadmium en zijn verbindingen.

4. Niet afbreekbare plasticstoffen en andere niet afbreekbare synthetische stoffen, bijvoorbeeld netten en touwwerken, die kunnen drijven op of zweven in de zee en aldus materiële hinder vormen voor de visserij, de scheepvaart of ander rechtmatig gebruik van de zee.

5. Ruwe olie en zijn afvalstoffen, de geraffineerde olieproducten, de residuen van de petroleumdistillatie, evenals de mengsels die deze producten bevatten, aan boord geladen om te worden gestort.

6. Les déchets fortement radioactifs et autres matières fortement radioactives définies par l'organisme international compétent en la matière, actuellement l'Agence internationale de l'énergie atomique, comme impropres à l'immersion en raison de leurs effets sur la santé humaine, la biologie ou dans d'autres domaines.

7. Les matières produites pour la guerre biologique et chimique sous quelque forme que ce soit (solide, liquide, semi-liquide, gazeuse ou vivante),

8. Les paragraphes 1 à 7 de la présente Annexe ne s'appliquent pas aux substances qui sont rapidement rendues inoffensives dans la mer par des processus physiques, chimiques ou biologiques, pourvu :

- i. qu'ils n'altèrent pas le goût des organismes marins comestibles, ou
- ii. qu'ils ne présentent pas de danger pour la vie de l'homme ni des animaux domestiques.

En cas de doute sur l'innocuité d'une substance, la Partie concernée aura recours à la procédure consultative prévue à l'Article XIV.

9. La présente Annexe ne s'applique pas aux déchets et autres matières, tels les boues d'égout et les déblais de dragage, qui contiennent les substances définies aux paragraphes 1 à 5 ci-dessus à l'état de contaminants en traces. L'immersion de ces déchets est soumise aux dispositions des Annexes II et III selon le cas.

10. Les paragraphes 1 et 5 de la présente Annexe ne s'appliquent pas à la destruction, par incinération en mer, de déchets ou autres matières mentionnés dans ces paragraphes. Il est nécessaire d'obtenir au préalable un permis spécifique pour incinérer en mer ces déchets ou autres matières. Lorsqu'elles délivrent des permis spécifiques d'incinération, les Parties contractantes appliquent les Règles relatives au contrôle de l'incinération en mer de déchets et autres matières énoncées dans l'additif à la présente Annexe (qui fait partie intégrante de la présente Annexe) et tiennent pleinement compte des directives techniques relatives au contrôle de l'incinération en mer de déchets et autres matières adoptées par les Parties contractantes en consultation.

Additif

Règles relatives au contrôle de l'indice-relation en mer de déchets et autres matières

PREMIERE PARTIE

Règle 1

Définitions

Aux fins du présent additif :

1. L'expression « installation d'incinération en mer » signifie un navire, une plate-forme ou un autre ouvrage artificiel qui est destiné à effectuer des opérations d'incinération en mer;

2. L'expression « incinération en mer » signifie la combustion délibérée de déchets ou autres matières dans des installations d'incinération en mer aux fins de leur destruction thermique. Cette définition n'englobe pas les activités secondaires qui résultent de l'exploitation normale de navires, plates-formes ou autres ouvrages artificiels.

6. Hoog radioactief afval en andere hoog radioactieve stoffen, die door de ter zake bevoegde internationale organisatie op dit ogenblik de Internationale Organisatie voor Atoomenergie, bepaald zijn als ongeschikt om in zee te worden gestort omwille van hun invloed op de menselijke gezondheid, om biologische of om andere redenen.

7. Stoffen die, ongeacht de vorm (vast, vloeibaar, half-vloeibaar, gas of levend), zijn vervaardigd voor het voeren van biologische en chemische oorlog.

8. De paragrafen 1 tot 7 van deze Bijlage zijn niet van toepassing op stoffen die in zee snel onschadelijk worden gemaakt door fysische, chemische of biologische processen, op voorwaarde dat zij :

- i. de smaak van eetbare zeeorganismen niet aantasten, of
- ii. geen gevaar vormen voor het leven van mens en huisdier.

Bij twijfel omtrent de onschadelijkheid van een stof, doet de betrokken Partij beroep op de consultatieve procedure die voorzien is in Artikel XIV.

9. Deze Bijlage is niet van toepassing op afval en andere stoffen, zoals rioolslib en baggerspecie, die sporen bevatten van verontreiniging door de in de paragrafen 1 tot 5 hierboven bepaalde stoffen. Het storten van dit afval is, al naar gelang, onderworpen aan de bepalingen van de Bijlage II en III.

10. De paragrafen 1 en 5 van deze Bijlage zijn niet van toepassing op het vernietigen, door verbranding op zee van afval en andere stoffen genoemd in deze paragrafen. Voor het verbranden op zee van deze afval of andere stoffen is het nodig dat voorafgaandelijk een bijzondere vergunning wordt bekomen. Bij het afleveren van bijzondere vergunningen voor het verbranden passen de Verdragsluitende Partijen de Voorschriften toe betreffende het toezicht op de verbranding op zee van afval en andere stoffen, die vermeld zijn in het Addendum bij deze Bijlage (dat een integrerend deel uitmaakt van deze Bijlage) en houden ten volle rekening met de technische richtlijnen betreffende het toezicht op de verbranding op zee van afval en andere stoffen, die door de Verdragsluitende Partijen in onderling overleg zijn aangenomen.

Addendum

Voorschriften betreffende het toezicht op de verbranding op zee van afval en andere stoffen

DEEL I

Voorschrift 1

Definities

Voor de toepassing van dit addendum :

1. Wordt onder « verbrandingsinrichting op zee » verstaan een schip, een platform of een ander bouwwerk dat bestemd is voor het uitvoeren van verbrandingsoperaties op zee;

2. Wordt onder « verbranding op zee » verstaan het opzettelijk verbranden van afval of andere stoffen in verbrandingsinrichtingen op zee met het doel deze stoffen thermisch te vernietigen. Deze definitie omvat de werkzaamheden niet die het gevolg zijn van de normale uitbating van schepen, platforms of andere bouwwerken.

Règle 2

Champ d'application

1. La deuxième partie des présentes règles s'applique aux déchets ou autres matières ci-après :

- a) ceux mentionnés au paragraphe 1^{er} de l'Annexe I;
- b) les pesticides et leurs sous-produits non mentionnés à l'Annexe I.

2. Les Parties Contractantes doivent envisager tout d'abord les possibilités pratiques de recourir sur la terre ferme à d'autres méthodes de traitement, de destruction ou d'élimination, ou à des traitements réduisant la nocivité de ces déchets ou autres matières, avant de délivrer un permis d'incinération en mer conformément aux présentes règles. L'incinération en mer ne doit en aucun cas être interprétée comme étant de nature à décourager la recherche de solutions préférables sur le plan de l'environnement et notamment la mise au point de techniques nouvelles.

3. L'incinération en mer de déchets ou autres matières visés au paragraphe 10 de l'Annexe I et au paragraphe E de l'Annexe II, autres que ceux mentionnés au paragraphe 1 de la présente règle, doit être contrôlée et jugée satisfaisante par la Partie Contractante qui délivre le permis spécifique.

4. L'incinération en mer de déchets ou autres matières non mentionnés aux paragraphes 1 et 3 de la présente règle doit être subordonnée à la délivrance d'un permis général.

5. Pour la délivrance des permis prévus aux paragraphes 3 et 4 de la présente règle, les Parties Contractantes doivent tenir compte de toutes les dispositions des présentes règles et des directives techniques relatives au contrôle de l'incinération en mer de déchets et autres matières applicables aux déchets en question.

DEUXIEME PARTIE

Règle 3

Approbation et visites du système d'incinération

1. Le système d'incinération de chaque installation d'incinération en mer envisagée doit être soumis aux visites spécifiées ci-après. Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article VII, de la Convention, toute Partie Contractante qui envisage de délivrer un permis d'incinération doit s'assurer que les visites de l'installation d'incinération en mer qui sera utilisée ont été effectuées et que le système d'incinération satisfait aux dispositions contenues dans les présentes règles. Si la visite initiale est effectuée sous la direction d'une Partie Contractante, celle-ci délivre un permis spécifique sur lequel sont indiqués les essais requis. Les résultats de chaque visite sont consignés dans un rapport de visites.

a) Une visite initiale doit être effectuée afin de s'assurer qu'au cours des opérations d'incinération de déchets et autres matières, le taux de combustion et le taux de destruction dépassent 99,9 p.c.

b) Dans le cadre de la visite initiale, l'Etat sous la direction duquel la visite est effectuée doit :

- i. approuver l'emplacement, le type et le mode d'emploi des appareils de mesure de la température;
- ii. approuver les dispositifs d'échantillonnage des gaz y compris l'emplacement des points de prélèvement et les systèmes d'analyse ainsi que les modalités d'enregistrement;
- iii. s'assurer que des dispositifs approuvés ont été installés pour couper automatiquement l'arrivée des déchets dans l'incinérateur si la température tombe au-dessous d'un minimum convenu;

Voorschrift 2

Toepassingsgebied

1. Deel II van deze voorschriften is van toepassing op de hierna genoemde afval of andere stoffen :

- a) deze genoemd in paragraaf 1 van Bijlage I;
- b) pesticiden en hun bijproducten die niet genoemd zijn in Bijlage I.

2. De Verdragsluitende Partijen moeten vooraf de praktische mogelijkheden nagaan om op het land beroep te doen op andere behandelings-, vernietigings- of verwijderingsmethoden of op behandelingen die de schadelijkheid van deze afval of andere stoffen verminderen, voordat een vergunning voor de verbranding op zee wordt afgeleverd overeenkomstig deze voorschriften. De verbranding op zee mag in geen geval zo worden uitgelegd dat het zoeken naar oplossingen die voor het milieu te verkiezen zijn, in het bijzonder van het op punt stellen van nieuwe technieken, ontmoedigd wordt.

3. De verbranding op zee van afval en andere stoffen bedoeld in paragraaf 10 van Bijlage I en in paragraaf E van Bijlage II, andere dan deze bedoeld in paragraaf 1 van dit voorschrift, moet gecontroleerd en als bevredigend beoordeeld worden door de Verdragsluitende Partij die de bijzondere vergunning aflevert.

4. Voor de verbranding op zee van afval of andere stoffen die niet genoemd zijn in de paragrafen 1 en 3 van dit voorschrift, moet een algemene vergunning verleend worden.

5. Voor het afleveren van de vergunningen bedoeld in de paragrafen 3 en 4 van dit voorschrift moeten de Verdragsluitende Partijen rekening houden met alle bepalingen van deze voorschriften en met de technische richtlijnen betreffende het toezicht op de verbranding op zee van afval en andere stoffen die van toepassing zijn op dit afval.

DEEL II

Voorschrift 3

Goedkeuring en inspecties van het verbrandingssysteem

1. Het verbrandingssysteem van elke voorzienbare verbrandingsinrichting op zee moet onderworpen worden aan de hierna omschreven inspecties. Overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 1 van artikel VII van het Verdrag, moet iedere Verdragsluitende Partij die voorziet een verbrandingsvergunning af te leveren, er zich van vergewissen dat de inspecties van de te gebruiken verbrandingsinrichting op zee uitgevoerd zijn en dat het verbrandingssysteem voldoet aan de bepalingen opgenomen in deze voorschriften. Indien de eerste inspectie wordt uitgevoerd onder leiding van een Verdragsluitende Partij, levert deze een bijzondere vergunning af waarin de vereiste proeven aangegeven zijn. De resultaten van iedere inspectie worden vermeld in een inspectieverslag.

a) Een eerste inspectie moet uitgevoerd worden om na te gaan of tijdens de verbranding van afval of andere stoffen het verbrandingsrendement en het vernietigingsrendement groter zijn dan 99,9 pct.

b) Tijdens de eerste inspectie moet de Staat onder wiens leiding de inspectie wordt uitgevoerd :

- i. de plaatsing, het type en de gebruikswijze van de toestellen voor temperatuursmeting goedkeuren;
- ii. het systeem voor gasbemonstering goedkeuren, met inbegrip van de plaatsen van monsternamen, de analysesystemen evenals de wijze van registratie;
- iii. er zich van vergewissen dat goedgekeurde apparatuur is opgesteld om de toevoer van afval naar de verbrandingsoven automatisch af te sluiten wanneer de temperatuur beneden een overeengekomen minimumwaarde daalt;

iv. s'assurer que pendant les opérations normales d'incinération, il n'existe aucun moyen d'éliminer les déchets ou autres matières à partir de l'installation d'incinération en mer autrement que par incinérateur;

v. approuver les dispositifs qui permettent de contrôler et d'enregistrer le taux d'alimentation des déchets et des combustibles;

vi. vérifier le rendement du système d'incinération en procédant à partir de déchets présentant les caractéristiques de ceux que l'on prévoit d'incinérer à des essais sous surveillance continue et détaillée effectués à la sortie du four, avec mesures portant sur les teneurs en O₂, CO, CO₂, produits organohalogénés et hydrocarbures totaux.

c) Le système d'incinération doit faire l'objet de visites tous les deux ans au moins, afin de s'assurer que l'incinération reste conforme aux présentes règles. La visite biennale doit être effectuée à partir d'une circulation des données de fonctionnement et d'entretien portant sur les deux années écoulées.

2. Après achèvement de la visite, si celle-ci est satisfaisante et si le système d'incinération est jugé conforme aux présentes règles, un certificat d'approbation est délivré par une Partie Contractante. Une copie du rapport de visite est jointe au certificat d'approbation. Un certificat d'approbation délivré par une Partie Contractante doit être reconnu par les autres Parties Contractantes, sauf lorsqu'il existe de fortes raisons de penser que le système d'incinération n'est pas conforme aux présentes règles. Une copie de chaque certificat d'approbation et de chaque rapport de visite doit être adressée à l'Organisation.

3. Après l'une quelconque de ces visites, aucun changement important pouvant affecter le fonctionnement du système d'incinération ne doit être apporté à ce dernier sans l'approbation de la Partie contractante qui a délivré le certificat d'approbation.

Règle 4

Déchets exigeant des travaux spéciaux

1. Lorsqu'une Partie Contractante a des doutes quant à la destructibilité thermique des déchets ou autres matières que l'on se propose d'incinérer, des essais pilotes doivent être effectués en laboratoire.

2. Lorsqu'une Partie Contractante envisage d'autoriser l'incinération de déchets ou autres matières pour lesquels il existe des doutes quant à leur taux de combustion, le système d'incinération doit être soumis à une surveillance continue et détaillée identique à celle prévue au titre de la visite initiale du système d'incinération en mer. L'échantillon des particules doit être envisagé compte tenu de la quantité de particules solides contenues dans les déchets.

3. La température de flamme minimale approuvée doit être celle qui est spécifiée à la règle 5 à moins que les résultats des essais auxquels est soumise l'installation d'incinération en mer ne démontrent que le taux de combustion et le taux de destruction exigés peuvent être atteints au moyen d'une température plus faible.

4. Les résultats des essais spéciaux prévus aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 de la présente règle doivent être enregistrés et joints au rapport de visite. Une copie doit être adressée à l'Organisation.

Règle 5

Conditions de fonctionnement des installations d'incinération en mer

1. Le fonctionnement du système d'incinération doit être contrôlé pour s'assurer que l'incinération de déchets ou autres matières ne peut pas se produire à une température de flamme inférieure à 1 250° C, sauf dans les conditions prévues à la règle 4.

iv. er zich van vergewissen dat men zich tijdens de normale verbrandingsoperaties niet kan ontdoen van afval of andere stoffen uit de verbrandingsinrichting op zee behalve door middel van de verbrandingsoven;

v. de toestellen goedkeuren waarmee het voedingsdebiet van afval en brandstof wordt gecontroleerd en geregistreerd;

vi. het rendement van het verbrandingssysteem verifiëren door het uitvoeren, onder continu en nauwgezet toezicht, van proeven aan de uitgang van de oven, op afval dat dezelfde karakteristieken vertoont als deze die men voorziet te verbranden, en waarbij het gehalte aan O₂, CO, CO₂, organische halogeenvormingen en het totaal gehalte aan koolwaterstoffen worden gemeten.

c) Het verbrandingssysteem moet ten minste om de twee jaar geïnspecteerd worden om er zich van te vergewissen dat de verbrandingsoven nog voldoet aan deze voorschriften. De tweejaarlijkse inspectie moet uitgevoerd worden op basis van een evaluatie van de werkings- en onderhoudsgegevens van de voorbije twee jaar.

2. Na het beëindigen van de inspectie wordt door een Verdragsluitende Partij een goedkeuringscertificaat afgeleverd wanneer deze inspectie bevredigend was en goedgekeurd wordt dat het verbrandingssysteem voldoet aan deze voorschriften. Een afschrift van het inspectieverslag wordt gevoegd bij het goedkeuringscertificaat. Een goedkeuringscertificaat dat is afgeleverd door een Verdragsluitende Partij moet door de andere Verdragsluitende Partijen erkend worden, behalve wanneer er ernstige redenen bestaan om aan te nemen dat het verbrandingssysteem niet voldoet aan deze voorschriften. Een afschrift van ieder goedkeuringscertificaat en van ieder inspectieverslag moet toegezonden worden aan de Organisatie.

3. Na eender welke inspectie mag geen enkele belangrijke verandering worden aangebracht die de werking van het verbrandingssysteem kan beïnvloeden zonder de goedkeuring van de Verdragsluitende Partij die het goedkeuringscertificaat heeft afgeleverd.

Voorschrift 4

Afval waarvoor bijzondere werkzaamheden vereist zijn

1. Wanneer een Verdragsluitende Partij eraan twijfelt of het te verbranden afval of de te verbranden andere stoffen temisch kunnen worden vernietigd, moeten er eerst op kleine schaal proeven uitgevoerd worden in een laboratorium.

2. Wanneer een Verdragsluitende Partij voorziet de verbranding van afval of andere stoffen toe te laten, waarbij wordt getwijfeld aan hun verbrandingsrendement, moet het verbrandingssysteem onderworpen worden aan een doorlopend en nauwgezet toezicht gelijkaardig met dit voorzien bij de eerste inspectie van het verbrandingssysteem op zee. De bemonstering van deeltjes moet voorzien worden rekening houdend met de hoeveelheid vaste bestanddelen van het afval.

3. De goedgekeurde minimum vlamtemperatuur moet deze zijn die is aangegeven in voorschrift 5, tenzij de resultaten van de proeven met de verbrandingsinrichting op zee aantonen dat het vereiste verbrandingsrendement en het vernietigingsrendement kunnen bereikt worden bij een lagere temperatuur.

4. De resultaten van de speciale proeven voorzien in de paragrafen 1, 2 en 3 van dit voorschrift moeten vastgelegd en bij het inspectieverslag gevoegd worden. Een afschrift moet aan de Organisatie toegezonden worden.

Voorschrift 5

Werkingsvoorwaarden voor de verbrandingsinrichtingen op zee

1. De werking van het verbrandingssysteem moet nagezien worden om er zich van te vergewissen dat de verbranding van afval of andere stoffen niet kan plaatsvinden bij een vlamtemperatuur lager dan 1 250° C, behalve onder de voorwaarden voorzien in voorschrift 4.

2. Le taux de combustion q_1 doit être d'au moins $99,95 \pm 0,05$ p.c. est obtenu par la formule suivante :

$$\text{Taux de combustion} = \frac{C_{\text{CO}_2} - C_{\text{CO}}}{C_{\text{CO}_2}} \times 100$$

dans laquelle :

C_{CO_2} = concentration de l'anhydride carbonique dans les gaz de combustion;

C_{CO} = concentration de l'oxyde de carbone dans les gaz de combustion.

3. Il ne doit pas y avoir ni fumée noire ni flammes au-dessus du plan supérieur de la sortie du four.

4. L'installation d'incinération en mer doit être prête en permanence à répondre sans retard aux appels radioélectriques lancés pendant l'opération d'incinération.

Règle 6

Appareils et méthodes d'enregistrement

1. Les installations d'incinération en mer doivent utiliser des appareils ou des méthodes d'enregistrement approuvés conformément à la règle 3. Les données minimales ci-après doivent être enregistrées au cours de chaque opération d'incinération et gardées aux fins d'inspection par la Partie contractante qui a délivré le permis :

a) température mesurée en permanence par les dispositifs de mesure de la température qui ont été approuvés;

b) date et l'heure de l'incinération et nature des déchets incinérés;

c) position du navire obtenue par des moyens de navigation approuvés;

d) taux d'alimentation des déchets et combustibles — pour les déchets liquides et les combustibles, le taux d'alimentation doit être enregistré de façon continue; cette dernière prescription ne s'applique pas aux navires en service au 1^{er} janvier 1979 ou avant cette date;

e) teneur des gaz de combustion en CO et CO₂;

f) route et vitesse du navire.

2. Des copies des certificats d'approbation et des rapports de visite établis conformément à la règle 3 ainsi que des copies des permis d'incinération délivrés par une Partie contractante pour les déchets ou autres matières destinés à être incinérés dans l'installation d'incinération doivent être disponibles à bord de l'installation en mer.

Règle 7

Contrôle de la nature des déchets incinérés

Une demande de permis pour l'incinération en mer de déchets ou autres matières doit être accompagnée de renseignements suffisamment détaillés sur leurs caractéristiques pour que l'on puisse satisfaire aux prescriptions de la règle 9.

Règle 8

Lieux d'incinération

1. Les critères qui régissent le choix des lieux d'incinération sont déterminés par les facteurs ci-après, à côté des considérations énumérées à l'Annexe III de la Convention :

a) les caractéristiques de dispersion dans l'atmosphère de la zone, notamment la vitesse et la direction des vents, la stabilité atmosphérique, la fréquence des inversions et des brouillards, les types de précipitation et leur importance, l'humidité, de manière à déterminer l'inci-

2. Het verbrandingsrendement moet ten minste $99,95 \pm 0,05$ pct. bedragen, berekend volgens de volgende formule :

$$\text{Verbrandingsrendement} = \frac{C_{\text{CO}_2} - C_{\text{CO}}}{C_{\text{CO}_2}} \times 100$$

waarbij :

C_{CO_2} = de concentratie van koolstofdioxide in de verbrandingsgassen;

C_{CO} = de concentratie van koolstofmonoxide in de verbrandingsgassen.

3. Zwarte rook of vlammen mogen niet boven het bovenzak van de uitgang van de oven uitkomen.

4. De verbrandingsinrichting op zee moet steeds onverwijld kunnen antwoorden op radio-elektrische oproepen gedurende de verbrandingsoperatie.

Voorschrift 6

Toestellen en methode voor registratie

1. De verbrandingsinrichtingen op zee moeten registratietoestellen of methoden gebruiken die goedgekeurd zijn overeenkomstig voorschrift 3. Tijdens elke verbrandingsoperatie moeten ten minste de volgende gegevens geregistreerd worden en bewaard blijven voor inspectie door de Verdragsluitende Partij die de vergunning heeft afgeleverd :

a) de temperatuur, die doorlopend wordt gemeten met behulp van de goedgekeurde apparatuur voor temperatuursmeting;

b) de datum en het uur van de verbranding evenals de aard van het verbrande afval;

c) de positie van het schip, vastgesteld met geschikte navigatiemiddelen;

d) het voedingsdebiet van afval en brandstof — voor het vloeibaar afval en de brandstof moet het voedingsdebiet continu geregistreerd worden; dit laatste geldt niet voor schepen die op of vóór 1 januari 1979 in gebruik waren;

e) het gehalte aan CO en CO₂ in de verbrandingsgassen;

f) de koers en de snelheid van het schip.

2. Afschriften van de goedkeuringscertificaten en van de inspectieverslagen, die overeenkomstig voorschrift 3 zijn opgesteld evenals afschriften van de verbrandingsvergunningen die afgeleverd worden door een Verdragsluitende Partij voor in een verbrandingsinrichting te verbranden afval of andere stoffen moeten beschikbaar zijn in de inrichting op zee.

Voorschrift 7

Toezicht op de aard van het verbrand afval

Een aanvraag voor een vergunning voor het verbranden op zee van afval of andere stoffen moet voldoende gedetailleerde informatie over de karakteristieken van het afval of de andere stoffen omvatten zodat kan voldaan worden aan de vereisten van voorschrift 9.

Voorschrift 8

Verbrandingsplaatsen

1. De criteria voor het kiezen van verbrandingsplaatsen worden bepaald door de overwegingen genoemd in Bijlage III bij het Verdrag, en door de volgende factoren :

a) de atmosferische verspreidingskarakteristieken in het gebied, in het bijzonder de windsnelheid en de windrichting, de atmosferische stabiliteit, de frequentie van de inversies en van de mistvormingen, de types neerslag en hun hoeveelheid, de vochtigheid, ten einde vast te

dence possible des polluants échappés de l'installation d'incinération en mer sur l'environnement immédiat, en accordant une attention particulière à l'éventualité du transport atmosphérique des polluants vers les zones côtières;

b) les caractéristiques de dispersion océanique de la zone de manière à évaluer l'effet possible des polluants immergés dans l'océan par suite de l'action que le panache atmosphérique et la surface de l'eau exercent l'un sur l'autre;

c) l'existence d'aides à la navigation.

2. Les coordonnées des zones d'incinération désignées en permanence doivent être largement diffusées et communiquées à l'Organisation.

Règle 9

Notification

Les Parties contractantes doivent observer les procédures de notification adoptées par les Parties contractantes en consultation.

Annexe II

Les substances et matières dont l'immersion nécessite des précautions spéciales sont énumérées ci-après aux fins de l'Article VI, paragraphe 1^{er}, alinéa a.

A. Les déchets contenant des quantités notables des matières ci-après :

arsenic	} et leurs composés
plomb	
cuivre	
zinc	

composés organosiliciés

cyanures

fluorures

pesticides et sous-produits de pesticides non visés à l'Annexe I.

B. Pour la délivrance de permis en vue de l'immersion de grandes quantités d'acides et de bases, il sera tenu compte de la présence éventuelle dans ces déchets des substances énumérées au paragraphe A et des autres substances ci-après :

béryllium	} et leurs composés
chrome	
nickel	
vanadium	

C. Les conteneurs, les déchets métalliques et autres déchets volumineux susceptibles d'être déposés au fond de la mer et de constituer un sérieux obstacle à la pêche ou à la navigation.

D. Les déchets radioactifs ou autres matières radioactives non comprises à l'Annexe I. Pour la délivrance des permis d'immersion de ces matières, les Parties Contractantes tiennent dûment compte des recommandations de l'organisme international compétent en la matière, actuellement l'Agence internationale de l'énergie atomique.

stellen welke invloed de uit de verbrandingsinrichting op zee vrijkomende verontreinigingen zouden kunnen hebben op de onmiddellijke omgeving, waarbij bijzondere aandacht wordt besteed aan de mogelijkheid dat verontreiniging door de atmosfeer naar kunstgebieden worden gevoerd;

b) de oceanografische verspreidingskarakteristieken in het gebied, ten einde het mogelijk effect te schatten van de oceaan gestorte verontreinigende stoffen, ten gevolge van de interactie tussen de atmosferische rookpluim en het wateroppervlak;

c) de aanwezigheid van hulpmiddelen voor de navigatie.

2 De coördinaten van de vast aangeduide verbrandingsparten moeten op ruime schaal verspreid worden en medegedeeld aan de Organisatie.

Voorschrift 9

Kennisgeving

De Verdragsluitende Partijen moeten de kennisgevingprocedure in acht nemen die in onderling overleg door de Verdragsluitende Partijen zijn aanvaard.

Bijlage II

De stoffen en materialen, waarvoor bij het storten bijzondere voorzorgsmaatregelen moeten worden getroffen, in de zin van Artikel VI, paragraaf 1, lid a worden hierna opgenoemd.

A. Het afval dat aanzienlijke hoeveelheden van de hierna volgende stoffen bevat :

arsen	} en hun verbindingen
lood	
koper	
zink	

organische siliciumverbindingen

cyaniden

fluoriden

pesticiden en bijprodukten van pesticiden die niet bedoeld zijn in Bijlage I.

B. Bij het afleveren van vergunningen voor het storten van grote hoeveelheden zuren en basen moet rekening gehouden worden met de mogelijke aanwezigheid in dit afval van de stoffen genoemd in paragraaf A en van de hierna volgende andere stoffen :

béryllium	} en hun verbindingen
chrom	
nikkel	
vanadium	

C. Containers, metaalafval en ander omvangrijk afval die tot op de zeebodem kunnen zinken en een ernstige hindernis kunnen vormen voor de visserij of de scheepvaart.

D. Radioactief afval en andere radioactieve stoffen niet opgenomen in Bijlage I. Bij het afleveren van vergunningen voor het storten van deze stoffen moeten de Verdragsluitende Partijen ten volle rekening houden met de aanbevelingen van de ter zake bevoegde internationale organisatie, op dit ogenblik de Internationale Organisatie voor Atoomenergie.

E. Lorsqu'elles délivrent des permis spécifiques pour l'incinération de substances et de matières énumérées dans la présente Annexe, les Parties Contractantes appliquent les règles relatives au contrôle de l'incinération en mer de déchets et autres matières énoncées dans l'additif à l'Annexe I et tiennent pleinement compte des directives techniques relatives au contrôle de l'incinération en mer de déchets et autres matières adoptées par les Parties Contractantes en consultation, dans les limites prescrites dans ces règles et directives.

F. Les substances qui, bien que non toxiques par nature, peuvent devenir nocives en raison des quantités immergées, ou qui sont de nature à diminuer sensiblement les agréments.

Annexe III

Les dispositions qui doivent être prises en considération pour établir les critères régissant la délivrance des autorisations d'immersion de matières, suivant les dispositions de l'Article IV, paragraphe 2, sont notamment les suivantes :

A. Caractéristiques et composition de la matière

1. Quantité totale immergée et composition moyenne de la matière (par exemple, par an).
2. Forme, par exemple solide, boueuse, liquide ou gazeuse.
3. Propriétés physiques (telles que solubilité et densité), chimiques et biochimiques (telles que demande en oxygène, éléments nutritifs) et biologiques (telles que présence de virus, bactéries, levures, parasites).
4. Toxicité.
5. Persistance : physique, chimique et biologique.
6. Accumulation et transformation biologique dans les matières et sédiments biologiques.
7. Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu aquatique avec d'autres matières organiques et inorganiques dissoutes.
8. Probabilité de contamination et autres altérations diminuant la valeur commerciale des ressources marines (poissons, mollusques et crustacés, etc.).

B. Caractéristiques du lieu d'immersion et méthode de dépôt

1. Emplacement (coordonnées de la zone d'immersion, profondeur et distance des côtes), situation par rapport à d'autres emplacements (tels que zones d'agrément, de frai, de culture et de pêche, et ressources exploitables).
2. Cadence d'évacuation de la matière (par exemple quotidienne, hebdomadaire, mensuelle).
3. Méthodes d'emballage et de conditionnement, le cas échéant.
4. Dilution initiale réalisée par la méthode de décharge proposée.
5. Caractéristiques de dispersion (telles que effets des courants, des marées et du vent sur le déplacement horizontal et le brassage vertical).

E. Bij het afleveren van bijzondere vergunningen voor verbranding van stoffen en materialen genoemd in deze Bijlage, passen de Verdragsluitende Partijen de voorschriften toe betreffende het toezicht op de verbranding op zee van afval en andere stoffen die vermeld zijn in het Addendum bij Bijlage I en houden zij ten volle rekening met de technische richtlijnen betreffende het toezicht op de verbranding op zee van afval en andere stoffen die door de Verdragsluitende Partijen in onderling overleg zijn aangenomen binnen de grenzen die in deze voorschriften en richtlijnen voorzien zijn.

F. De stoffen die, hoewel ze van nature niet toxisch zijn, schadelijk kunnen worden omwille van de gestorte hoeveelheden, of die van aard zijn om gevoelig de aantrekkelijkheid van de zee te verminderen.

Bijlage III

Bij het vaststellen van de criteria voor het afleveren van vergunningen voor het storten van stoffen overeenkomstig de bepalingen van Artikel IV, paragraaf 2, dienen inzonderheid de volgende bepalingen in acht te worden genomen :

A. Karakteristieken en samenstelling van de stof

1. Totale hoeveelheid en gemiddelde samenstelling van de gestorte stof (bijvoorbeeld per jaar).
2. Vorm, bijvoorbeeld vast, modderig, vloeibaar of gas.
3. Fysische eigenschappen (zoals oplosbaarheid en dichtheid), chemische en biochemische eigenschappen (zoals zuurstofverbruik, voedingsstoffen) en biologische eigenschappen (zoals aanwezigheid van virussen, bacteriën, gisten, parasieten).
4. Toxiciteit.
5. Persistentie : fysische, chemische en biologische.
6. Accumulatie en biologische omzetting in biologische stoffen en sedimenten.
7. Gevoeligheid voor fysische, chemische en biochemische omzettingen en wisselwerking in het waterig milieu met andere opgeloste organische en anorganische stoffen.
8. Kans op besmetting en andere omzettingen die de handelswaarde van de mariene bronnen (visserij, weekdieren, schaaldieren, enz.) verminderen.

B. Karakteristieken van de stortplaats en methode van storten

1. Plaats (koördinaten van het stortgebied, diepte en afstand tot de kust), situering ten opzichte van andere plaatsen (zoals gebieden voor recreatie, kuitschieten, kweken, visserij en exploitierbare bronnen).
2. Frequentie van afvoer van de stof (bijvoorbeeld dagelijks, wekelijks, maandelijks).
3. In voorkomend geval verpakkings- en behandelingsmethode.
4. Door de voorgestelde wijze van lozing bereikte initiële verdunning.
5. Verspreidingskarakteristieken (zoals de invloed van de stromingen, van de getijden en van de wind op de horizontale verplaatsing en de verticale menging).

6. Caractéristiques de l'eau (telles que température, pH, salinité, stratification, indices de pollution notamment oxygène dissous (OD), demande biochimique en oxygène (DBO), demande chimique en oxygène (DCO), présence d'azote sous forme organique ou minérale et notamment présence d'ammoniaque, de matières en suspension, autres matières nutritives, productivité).

7. Caractéristiques du fond (telles que topographie, caractéristiques géochimiques et géologiques, productivité biologique).

8. Existence et effets d'autres immersions pratiquées dans la zone d'immersion (par exemple, relevés indiquant la présence de métaux lourds et teneur en carbone organique).

9. Lors de la délivrance d'un permis d'immersion, les Parties Contractantes s'efforcent de déterminer s'il existe une base scientifique d'évaluation des conséquences de l'immersion comme indiqué dans cette Annexe, en tenant compte également des variations saisonnières.

C. Considérations et circonstances générales

1. Effets éventuels sur les zones d'agrément (tels que présence de matériaux flottants ou échoués, turbidité, odeurs désagréables, décoloration, écume).

2. Effets éventuels sur la faune et la flore marines, la pisciculture et la conchyliculture, les réserves poissonnières et les pêcheries, la récolte et la culture d'algues.

3. Effets éventuels sur les autres utilisations de la mer (tels que altération de la qualité de l'eau pour des usages industriels, corrosion sous-marine des ouvrages en mer, perturbations du fonctionnement des navires par les matières flottantes, entraves à la pêche et à la navigation dues au dépôt de déchets ou d'objets solides sur le fond de la mer et protection de zones d'une importance particulière du point de vue scientifique ou de la conservation).

4. Possibilités pratiques de recourir sur la terre ferme à d'autres méthodes de traitement, de rejet ou d'élimination, ou à des traitements réduisant la nocivité des matières avant leur immersion en mer.

Appendice

Article 1

1. Sur requête adressée par une Partie Contractante à une autre Partie Contractante, en application de l'article XI de la Convention, il est constitué un tribunal arbitral (ci-après dénommé le « tribunal »). La requête d'arbitrage contient l'objet de la demande ainsi que toute pièce justificative à l'appui de l'exposé du cas.

2. La Partie requérante informe le Secrétaire général de l'Organisation :

- i. de sa demande d'arbitrage;
- ii. des dispositions de la Convention dont l'interprétation ou l'application donnent lieu, à son avis, au litige.

3. Le Secrétaire général transmet ces renseignements à toutes les Parties Contractantes.

Article 2

1. Le tribunal est composé d'un seul arbitre s'il en est décidé ainsi par les parties au différend dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la requête d'arbitrage.

6. Karakteristieken van het water (zoals temperatuur, pH, zoutgehalte, gelaagdheid, aanwezigingen van verontreiniging : inzonderheid opgeloste zuurstof (OZ), biochemisch zuurstofverbruik (BOD), chemisch zuurstofverbruik (COD), aanwezigheid van stikstof in organische of minerale vorm en in het bijzonder ammoniak, stoffen in suspensie, andere voedingsstoffen, productiviteit).

7. Karakteristieken van de bodem (zoals topografie, geochemische en geologische karakteristieken, biologische productiviteit).

8. Aanwezigheid en invloed van andere stortingen uitgevoerd in het stortgebied (bijvoorbeeld, gegevens betreffende de aanwezigheid van zware metalen en het gehalte aan organische koolstof).

9. Bij het afleveren van een stortingsvergunning stellen de Verdragssluitende Partijen alles in het werk om na te gaan of er een wetenschappelijke basis bestaat om de gevolgen van het storten zoals omschreven in deze Bijlage te schatten, waarbij tevens rekening gehouden wordt met seizoenschommelingen.

C. Algemene overwegingen en omstandigheden

1. Eventuele invloed op recreatiegebieden (zoals de aanwezigheid van drijvend of aangespoeld materiaal, troebelheid, onaangename geuren, verkleuring, schuim).

2. Eventuele invloed op de mariene fauna en flora, de vis- en schaaldierenteelt, de visbanken en visgronden, de algenoogst en -teelt.

3. Eventuele invloed op de andere vormen van gebruik van de zee (zoals aantasting van de kwaliteit van het water voor industrieel gebruik, onderwatercorrosie van de bouwwerken in zee, verstoring van de scheepvaart door drijvend materiaal, belemmering van de visserij en de scheepvaart te wijten aan het storten van afval of vaste voorwerpen op de zeebodem en bescherming van gebieden met een bijzonder belang voor de wetenschap en het natuurbehoud).

4. Praktische mogelijkheden om op het land beroep te doen op andere methoden voor behandeling, storting of verwijdering, of op behandelingen die de schadelijkheid van de stoffen verminderen voor hun storting in zee.

Bijvoegsel

Artikel 1

1. Een Scheidsgerecht (hierna het « Scheidsgerecht » genoemd) wordt samengesteld wanneer een Verdragssluitende Partij hiertoe een verzoek indient bij een andere Verdragssluitende Partij in toepassing van artikel XI van het Verdrag. Het verzoek om arbitrage omvat het voorwerp van het verzoek, evenals elk bewijsstuk tot ondersteuning van de uiteenzetting van het geval.

2. De verzoekende partij licht de Secretaris-generaal van de Organisatie in :

- i. over haar verzoek om arbitrage;
- ii. over de bepalingen van het Verdrag waarvan de interpretatie of de toepassing, volgens haar, aanleiding geven tot het geschil.

3. De Secretaris-generaal zendt deze inlichtingen aan alle Verdragssluitende Partijen.

Artikel 2

1. Het Scheidsgerecht bestaat uit een enkele scheidzman, indien de partijen bij het geschil er aldus over beslist hebben binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het verzoek om arbitrage.

2. En cas de décès, d'incapacité ou de défaut de l'arbitrage, les parties au différend peuvent désigner un remplaçant dans un délai de trente jours à compter du décès, de l'incapacité ou du défaut.

Article 3

1. Si les parties à un différend ne conviennent d'un tribunal composé dans les conditions prévues à l'article 2 du présent Appendice, le tribunal est alors composé de trois membres :

i. un arbitre nommé par chaque partie au différend;
et

ii. un troisième arbitre, désigné d'un commun accord par les deux premiers qui assume la présidence du tribunal.

2. Si le président du tribunal n'est pas désigné au terme d'un délai de trente jours à compter de la désignation du deuxième arbitre, les parties au différend soumettent au Secrétaire général de l'Organisation, dans un nouveau délai de trente jours, sur la demande de l'une des parties, une liste de personnes qualifiées arrêtée d'un commun accord. Le Secrétaire général choisit dès que possible le président sur cette liste. Il ne peut choisir un président qui a été ou qui est de la nationalité d'une des parties au différend, sauf si l'autre partie y consent.

3. Si l'une des parties à un différend n'a pas procédé, dans un délai de soixante jours à compter de la date de réception de la requête d'arbitrage, à la désignation d'un arbitre qui lui incombe en vertu de l'alinéa i du paragraphe 1^{er} du présent article, l'autre partie peut demander de soumettre au Secrétaire général de l'Organisation dans un délai de trente jours une liste de personnes qualifiées arrêtée d'un commun accord. Le Secrétaire général choisit dès que possible le président du tribunal de cette liste. Le président demande alors à la partie qui n'a pas désigné d'arbitre de le faire. Si cette partie ne désigne pas d'arbitre dans les quinze jours qui suivent cette demande, le Secrétaire général, à la demande du président, choisit l'arbitre sur la liste des personnes qualifiées arrêtées d'un commun accord.

4. En cas de décès, d'incapacité ou de défaut d'un arbitre, la partie au différend qui l'a désigné, désigne son remplaçant dans un délai de trente jours à compter du décès, de l'incapacité ou du défaut. Si elle ne le fait pas, la procédure se poursuit avec les arbitres restants. En cas de décès, d'incapacité ou de défaut du président, son remplaçant est désigné dans les conditions prévues à l'alinéa ii du paragraphe 1 et au paragraphe 2 du présent article, dans les quarante-vingt-dix jours du décès, de l'incapacité ou du défaut.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation détient une liste d'arbitres composée de personnes qualifiées désignées par les Parties Contractantes. Chaque Partie Contractante peut désigner, pour inclusion dans la liste, quatre personnes qui n'ont pas nécessairement sa nationalité. Si les parties au différend ne soumettent pas au Secrétaire général dans les délais prescrits une liste de personnes qualifiées arrêtée d'un commun accord en vertu des dispositions des paragraphes 2, 3 et 5 du présent article, le Secrétaire général choisit sur la liste qu'il détient l'arbitre ou les arbitres non désignés.

Article 4

Le tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

Article 5

Chaque partie au différend prend à sa charge les frais entraînés par la préparation de son propre dossier.

2. Bij overlijden, ongeschiktheid of ontstentenis van de scheidsman, kunnen de partijen bij het geschil een vervanger aanstellen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf het overlijden, de ongeschiktheid of de ontstentenis.

Artikel 3

1. Indien de partijen bij een geschil geen overeenstemming bereiken over een Scheidsgerecht samengesteld zoals voorzien in artikel 2 van dit bijvoegsel, wordt het Scheidsgerecht samengesteld uit drie leden :

i. een scheidsman benoemd door iedere partij bij het geschil;
en

ii. een derde scheidsman, in gezamenlijk overleg aangeduid door de eerste twee, die het voorzitterschap van het Scheidsgerecht waarneemt.

2. Indien de voorzitter van het Scheidsgerecht niet is aangeduid binnen een termijn van dertig dagen na de aanduiding van de tweede scheidsman, leggen de partijen bij het geschil, op verzoek van één van de partijen, aan de Secretaris-generaal van de Organisatie, binnen een nieuwe termijn van dertig dagen, een in gezamenlijk overleg vastgestelde lijst van deskundigen voor. Uit deze lijst kiest de Secretaris-generaal zo spoedig mogelijk de voorzitter. Hij mag geen voorzitter kiezen die de nationaliteit heeft gehad of heeft van één van de partijen bij het geschil, tenzij de andere partij hiermee instemt.

3. Indien een van de partijen bij het geschil binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het verzoek om arbitrage, geen scheidsman heeft aangesteld zoals voorzien in lid i. van paragraaf 1 van dit artikel, mag de andere partij vragen om binnen een termijn van dertig dagen een bij gezamenlijk overleg vastgestelde lijst van deskundigen aan de Secretaris-generaal van de Organisatie voor te leggen. Uit deze lijst kiest de Secretaris-generaal zo spoedig mogelijk de voorzitter van het Scheidsgerecht. De voorzitter verzoekt vervolgens de partij die geen scheidsman heeft aangeduid, dit te doen. Indien deze partij binnen de vijftien dagen volgend op dit verzoek geen scheidsman heeft aangeduid kiest de Secretaris-generaal, op verzoek van de voorzitter, de scheidsman uit de in gezamenlijk overleg vastgestelde lijst van deskundigen.

4. Bij overlijden, ongeschiktheid of ontstentenis van een scheidsman duidt de partij bij het geschil die deze scheidsman had aangeduid binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf het overlijden, de ongeschiktheid of de ontstentenis een vervanger aan. Indien zij dit niet doet, wordt de procedure verder gezet met de overblijvende scheidsmannen. Bij overlijden, ongeschiktheid of ontstentenis van de voorzitter, wordt zijn vervanger aangeduid zoals bepaald in lid ii van paragraaf 1, en in paragraaf 2 van dit artikel, binnen de negentig dagen na het overlijden, de ongeschiktheid of de ontstentenis.

5. De Secretaris-generaal van de Organisatie beschikt over een lijst van scheidsmannen samengesteld uit door de Verdragsluitende Partijen aangeduide deskundigen. Elke Verdragsluitende Partij kan, voor opname in de lijst, vier personen aanduiden, die niet noodzakelijk haar nationaliteit hebben. Indien de partijen bij het geschil niet binnen de daartoe voorziene termijn een, krachtens de bepalingen van de paragrafen 2, 3 en 4 van dit artikel, in gezamenlijk overleg vastgestelde lijst van deskundigen voorleggen aan de Secretaris-generaal, kiest de Secretaris-generaal de niet aangeduide scheidsman of scheidsmannen uit de lijst waarover hij beschikt.

Artikel 4

Het scheidsgerecht kan tegeneisen die rechtstreeks verbonden zijn met het voorwerp van het geschil, in overweging nemen en erover beslissen.

Artikel 5

Iedere partij bij het geschil draagt de kosten die verbonden zijn aan de voorbereiding van haar eigen dossier.

Le coût de la rémunération des membres du tribunal ainsi que toutes les dépenses d'ordre général entraînées par l'arbitrage sont partagés également entre les parties au différend. Le tribunal consigne toutes ses dépenses et en fournit un décompte final aux parties.

Article 6

Toute Partie Contractante dont un intérêt d'ordre judiciaire est en cause peut, après avoir avisé par écrit les parties au différend qui ont engagé cette procédure, intervenir dans la procédure d'arbitrage, avec l'accord du tribunal et à ses propres frais. Toute Partie intervenant de la sorte peut présenter des preuves, des dossiers ou faire connaître oralement ses arguments sur les questions donnant lieu à l'intervention, conformément aux procédures établies en application de l'article 7 du présent appendice, mais aucun droit ne lui est conféré quant à la composition du tribunal.

Article 7

Le tribunal constitué aux termes du présent appendice établit ses propres règles de procédure.

Article 8

1. A l'exception des cas où le tribunal est composé d'un seul arbitre, les décisions du tribunal, tant sur sa procédure et le lieu de ses réunions que sur toutes questions liées au différend qui lui est soumis, sont prises à la majorité des voix de ses membres. Toutefois, l'absence ou l'abstention d'un membre du tribunal désigné par l'une des parties au différend n'empêche pas le tribunal de statuer. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

2. Les parties au différend facilitent les travaux du tribunal; à cette fin, conformément à leur législation et en usant de tous les moyens dont elles disposent, les parties :

- i. fournissent au tribunal tous documents et informations utiles;
- ii. donnent au tribunal la possibilité d'entrer sur leur territoire, d'entendre des témoins ou des experts et d'examiner les lieux.

3. Le fait qu'une partie au différend ne se conforme pas aux dispositions du paragraphe 2 du présent article n'empêche pas le tribunal de statuer ou de rendre sa sentence.

Article 9

Le tribunal rend sa sentence dans un délai de cinq mois à dater de sa constitution, sauf s'il juge nécessaire de proroger ce délai, le nouveau délai étant de cinq mois au maximum. La sentence du tribunal est motivée. Elle est définitive et sans appel et elle est communiquée au Secrétaire général de l'Organisation qui en informe les Parties Contractantes. Les parties au différend doivent s'y conformer sans délai.

L'instrument de ratification de la Belgique a été déposé à Londres le 12 juin 1985 (art. XVIII).

Cette Convention est entrée en vigueur à l'égard de la Belgique le 12 juillet 1985 (art. XIX,2).

La liste des Etats liés sera publiée ultérieurement.

De bezoldiging van de leden van het Scheidsgerecht evenals alle algemene kosten verbonden aan de arbitrage worden gelijkelijk door de partijen bij het geschil gedragen. Het Scheidsgerecht houdt een overzicht bij van al zijn uitgaven en legt een eindafrekening ervan aan de partijen voor.

Artikel 6

Elke Verdragsluitende Partij, waarvan een juridisch belang in het geding is, kan, na schriftelijke mededeling aan de partijen bij het geschil die deze procedure hebben ingezet, met akkoord van het Scheidsgerecht en op eigen kosten tussenkomen in de arbitrageprocedure. Elke Partij die op deze manier tussenkomt, kan bewijzen en dossiers voorleggen of zijn argumenten die tot de tussenkomst aanleiding hebben gegeven mondeling ter kennis brengen, overeenkomstig de procedures die opgesteld zijn in toepassing van artikel 7 van dit bijvoegsel, maar er wordt haar geen enkel recht met betrekking tot de samenstelling van het Scheidsgerecht toegekend.

Artikel 7

Het scheidsgerecht dat is samengesteld volgens dit bijvoegsel stelt zijn eigen procedureregels op.

Artikel 8

1. Met uitzondering van de gevallen waar het scheidsgerecht slechts uit één scheidsmans bestaat, worden de beslissingen van het scheidsgerecht genomen bij meerderheid van stemmen van zijn leden; dit geldt zowel voor zijn procedure, zijn vergaderplaats als voor alle problemen verbonden aan het geschil en die het werd voorgelegd. De afwezigheid of de onthouding van een lid van het scheidsgerecht, aangeduid door één van de partijen bij het geschil, beletten het scheidsgerecht niet om uitspraak te doen. Bij gelijkheid van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

2. De partijen bij het geschil vergemakkelijken de werkzaamheden van het scheidsgerecht; daartoe zullen de partijen, overeenkomstig hun wergeving en met gebruik van alle beschikbare middelen :

- i. het scheidsgerecht alle nuttige documenten en informatie verschaffen;
- ii. het scheidsgerecht in staat stellen hun grondgebied te betreden, getuigen of deskundigen te horen en de plaatsen te onderzoeken.

3. Het feit dat een partij bij het geschil zich niet schikt naar de bepalingen van paragraaf 2 van dit artikel, belet het scheidsgerecht niet uitspraak te doen of zijn vonnis te vellen.

Artikel 9

Het scheidsgerecht velt zijn vonnis binnen een termijn van vijf maanden te rekenen vanaf zijn samenstelling, tenzij het een verlenging van deze periode nodig acht; de nieuwe termijn mag maximum vijf maanden bedragen. Het vonnis van het scheidsgerecht is met redenen omkleed. Het is definitief en onherroepelijk en wordt medegedeeld aan de Secretaris-generaal van de Organisatie die de Verdragsluitende Partijen hiervan in kennis stelt. De partijen bij het geschil moeten er zich onverwijld naar schikken.

De bekrachtigingsoorkonde van België werd neergelegd te Londen op 12 juni 1985 (art. XVIII).

Dit Verdrag is wat België betreft in werking getreden op 12 juli 1985 (art. XIX,2).

De lijst van de gebonden Staten zal later gepubliceerd worden.